

X50- DDs invite...

Émission du 24/06/2025 sur DDs TV
https://democratiesdirectes.org/index.php/dds-tv
Musique : Kipling – Carmin. D
https://hyperfollow.com/carminD

Verbatim total brute transcrit par IA

Camille Adam, ancien avocat devenu journaliste indépendant, a présenté son documentaire "Au nom de l'Europe", une œuvre de trois heures retraçant 40 ans de construction européenne et ses effets délétères sur la souveraineté démocratique française. Au fil d'un échange dense, il critique la transformation technocratique de l'Union européenne, dénonçant la domination des lobbies industriels via des structures comme l'ERT, influençant directement les politiques communautaires. Il explique comment Jacques Delors, bien que sincèrement socialiste, s'est laissé piéger par le patronat européen en priorisant le marché unique avant la construction sociale. L'euro, selon Adam, a sacrifié les économies du Sud de l'Europe, y compris la France, au profit d'une Allemagne industrielle, même si ses travailleurs n'en ont pas tiré de bénéfice réel. Sarkozy et Macron, conscients des effets néfastes de l'euro, ont tenté des réformes sans succès, prisonniers du carcan européen. Adam évoque une incompétence croissante de la classe politique française, incapable de comprendre ou piloter une sortie de crise, aggravée par la perte de savoir-faire administratif. Il décrit une « débilocratie » attirant des dirigeants fascinés par l'apparat mais dépourvus de compétence. Il dénonce une Europe au service du marché, destructrice des services publics, imposant la dérégulation et le dumping social. La centralisation technocratique et la soumission aux lobbies creusent un fossé démocratique majeur. La perspective d'un éclatement de l'euro est évoquée, notamment face aux plans d'austérité drastiques à venir. Camille Adam plaide pour une prise de conscience populaire massive, par l'éducation civique et économique, pour que la France retrouve un jour sa souveraineté perdue.

[Intervenant 2] (2:05 - 7:16)
Bonjour à tous, bonjour Camille Adam, On va laisser un petit peu le temps aux auditeurs, aux futurs intervenants d'arriver. Je vais, pour expliquer comment va se dérouler un petit peu ce space, je vais justement présenter les règles et le déroulé de ce space, présenter ensuite Camille Adam et nous pourrons ensuite interagir tous ensemble. Donc d'abord, dans un premier temps, quelques questions directement posées à Camille pour qu'il puisse poser en quelque sorte le décor et ensuite nous vous inviterons à pouvoir monter en intervenant pour pouvoir lui poser directement vos questions.

N'hésitez pas à partager ce space à vos contacts, vos followers, de façon à ce qu'on puisse avoir un certain dynamisme sur ce space. Donc, comme je vous l'ai annoncé, je vais tout de suite commencer par les règles et déroulés qui sont toujours les mêmes. Pour ceux qui nous écoutent en replay, ça peut être redondant, mais c'est une nécessité, à savoir que la sexualité, la santé, la religion et le vote sont appelés à rester dans la sphère privée.

La polémique stérile, les attaques personnelles et les procès d'attention n'ont pas leur place dans cet agora. Les parles-forts, les insultes, les propos répréhensibles légalement, les trolls sont immédiatement sanctionnés par une exclusion. Néanmoins, aucune censure d'expression ne sera pratiquée, bien entendu en respectant la législation en cours.

L'opposition bienveillante, la critique constructive et respectueuse, la divergence d'opinion sont encouragées, car le savoir-être et le savoir-vivre doivent être au service du savoir-faire. La citoyenneté est un état transversal de notre humanité que nous devons développer. Nous avons une durée maximale prévue normalement de deux heures pour ce space.

Nous vous préconisons de vous munir d'un bloc-note physique ou numérique pour pouvoir préparer vos questions et ainsi avoir une interaction qui soit la plus claire possible. Vous pouvez bien entendu poster dans la bulle vos ressources et également pour ceux qui sont en intervenant, l'épingler au-dessus pour que ce soit bien visible de tous. Et nous vous demandons d'éteindre vos micros lorsque vous ne parlez pas et également de ne pas couper la parole.

Pourquoi ? Tout simplement parce que tous nos spaces sont retranscrits par une intelligence artificielle sous forme de verbatim, de condensés sous plusieurs formes pour pouvoir être ensuite retravaillés. Donc il faut se respecter déjà mais aussi nous faciliter ce travail-là en levant la mimine pour pouvoir prendre la parole les uns après les autres.

Voilà pour ce qui est des règles, pour ce qui est de notre invité. Nous avons donc ce soir la chance de recevoir Camille Adam qui est un ancien avocat au Barreau de Paris spécialisé en droit bancaire et financier qui a opéré une reconversion dans le journalisme d'investigation et la réalisation de documentaires. Sa formation juridique lui a conféré une compréhension approfondie des cadres légaux et économiques de l'Union Européenne qu'il mobilise pour analyser les dynamiques politiques et économiques européennes.

En mars 2023, donc, il quitte sa carrière d'avocat pour se consacrer pleinement à la réalisation de son premier projet documentaire au nom de l'Europe sorti le 31 mai 2024 sur YouTube. Parallèlement, il contribue régulièrement aux médias illucides où il rédige des articles sur les dérives de l'Union Européenne notamment le fédéralisme imposé, le lobbying et la perte de souveraineté démocratique. Le documentaire au nom de l'Europe est son premier documentaire qu'il a écrit, réalisé et produit de manière indépendante.

Ce film de trois heures disponible gratuitement sur YouTube retrace 40 ans de construction

européenne et examine son impact sur la vie politique et économique française. Le film aborde des thèmes clés tels que la tunique, la mobilité des capitaux, les critères de Maastricht, le pacte de stabilité et l'influence croissante de la Commission Européenne. Sur le plan politique, Camille Adams se positionne à gauche pédant pour la justice sociale et contre la concentration des richesses.

Il privilégie la souveraineté populaire sur la souveraineté nationale critiquant l'intégration européenne pour avoir exposé les économies nationales aux dynamiques brutales de la mondialisation. En tant que rédacteur pour Elucide, Adams explore des sujets tels que la complexe militaro-industrielle européenne, la dérive fédéraliste et la domination allemande dans l'Union Européenne. Ses articles comme celui sur l'austérité et l'affaiblissement des services publics critiquent les politiques européennes, favorisant les intérêts des multinationales au détriment du progrès social et écologique.

La trahison des sages sera son second documentaire choc sur les dérives silencieuses du Conseil constitutionnel français. Camille Adams, bonjour. Si jamais nous avons oublié ou fait une erreur sur cette présentation, merci de la corriger de suite et si vous pouviez éventuellement apporter quelques précisions qui n'ont pas été indiquées dans cette présentation.

Bonjour Camille. Bonjour à tous. Bonjour.

[Intervenant 1] (7:17 - 7:22)
Non, il n'y avait aucune inexactitude. Merci beaucoup pour cette présentation qui est tout à fait exacte.

[Intervenant 2] (7:22 - 8:37)
Je vous propose, moi j'ai déjà préparé quelques petites questions parce que je ne vous cache pas et je suis très ravi de vous avoir, que j'ai été extrêmement emballé par votre documentaire au nom de l'Europe. J'invite vraiment tout le monde à s'y pencher, à le regarder plus d'une fois parce qu'il est extrêmement dense, il est extrêmement éclairant, il y a beaucoup de choses à assimiler en quelque sorte. Et donc du coup, ce que je vous propose, c'est déjà de mon côté, je vais vous poser quelques questions.

N'hésitez pas si vous voulez vous aussi apporter des interactions précises et puis ensuite, on va laisser les auditeurs qui vont arriver au fur et à mesure monter en intervenant pour pouvoir vous poser d'autres questions auxquelles on n'aura pas forcément pensé. Moi, j'avais déjà une première question, justement, avant de rentrer dans le vif du sujet de ce documentaire au nom de l'Europe, de notre thématique qui est celle de la démocratie directe et donc de la citoyenneté des individus, de la souveraineté des citoyens. J'avais une première question parce que c'est quand même un cheminement qui n'est pas forcément le plus évident.

C'est comment est-ce que l'on passe d'avocat à journaliste indépendant s'attaquant au système européen ? C'est un cheminement qui, je pense, a une complexité. Est-ce que vous pouvez déjà nous la présenter, cette complexité ?

[Intervenant 1] (8:37 - 10:41)
Oui, c'est vrai que c'est un cheminement qui remonte assez loin. Moi, j'étais déjà de base plutôt presque, je vais l'avouer, militant pour l'Europe. Je pars de très loin.

J'étais militant, enfin militant, je n'ai jamais traité pour un parti comme ça, mais militant sur le

plan intellectuel, j'étais pour l'Europe, etc. Surtout que quand on est en fac de droit comme moi à Rennes, Rennes, c'est une des facs, c'est la première fac de France à avoir enseigné le droit européen. C'est une fac qui est très militante pour la cause européenne.

Ça a vraiment joué dans mon lavage de cerveau initial, quand on sort du lycée avec un cerveau tout frais. Comme le mien, ils m'ont vraiment mis des idées. La construction européenne est une évidence.

Ce qui a changé assez vite, c'est que je suis tombé, celui qui m'a ouvert les yeux, c'est Emmanuel Todd. C'est les ouvrages d'Emmanuel Todd, je pense que vous connaissez. À partir de cette lecture qui m'a un peu changé la vision des choses, j'ai tiré, j'ai mis de plus en plus de lectures.

Après, la question européenne est devenue une question un peu obsessionnelle. Pour tous ceux qui s'y intéressent, elle devient assez vite obsessionnelle. J'ai accumulé les lectures pendant une dizaine d'années.

Au bout d'un moment, je me suis dit que ce serait bien d'en faire un documentaire, parce que c'est bien d'accumuler des connaissances, mais si on peut les restituer, c'est encore mieux. Commençant à ne plus me plaire dans ma carrière d'avocat, pour des tas de raisons qui sont liées aux conditions de travail de la profession, je me suis dit, allons-y, on va faire autre chose de notre vie. On va faire ce film-là qui me travaillait.

Ça faisait depuis le Brexit que je voulais faire un film sur l'Europe, sur l'UE. C'est ça le cheminement, ces dix ans de lecture, après avoir été brièvement, mais pendant moins de deux ans, un partisan de cette construction européenne, sous cette forme. C'est Emmanuel Todd qui m'a sorti de ce marasme intellectuel.

[Intervenant 2] (10:41 - 11:53)
Le grand Lucie d'Emmanuel Todd, qui, sous bien des aspects, éclaire notre société, et qui, sur l'Europe, a depuis longtemps déjà apporté un éclairage sur ce qui était prévisible et ce qui s'est effectivement produit. C'était déjà pour poser le cadre, parce que c'est vrai que ce n'est pas un cheminement évident, en quelque sorte. Ce que j'aimerais ensuite vous proposer, c'est de commencer dans la chronologie de votre documentaire.

Il y a des choses qui sont très intéressantes dès le départ. Déjà, dès le départ de votre documentaire, il y a quelque chose qui m'a vraiment marqué. C'est la clairvoyance d'un de Gaulle sur ce qu'était le marché européen et sa volonté d'en protéger la France face à la déconnexion, on va essayer de poser les termes par la suite, sur les autres présidents et les autres personnels politiques français.

Du coup, de tout ce que vous avez pu accumuler comme informations, est-ce que vous diriez que de Gaulle a été le seul président français à comprendre ce qu'était le marché européen et à vouloir en protéger la France ?

[Intervenant 1] (11:54 - 14:09)
Oui, je crois que c'est le seul à avoir compris les enjeux sur le long terme et les dangers, les risques de cette construction européenne et des directions qu'elle prenait immédiatement, directions qu'elle a prises compte tenu des architectes de l'Europe. On les connaît à Jean Monnet pour le côté français, mais des fédéralistes, des supranationalistes, tous démocrates chrétiens. Effectivement, de Gaulle a très vite vu les dangers et comme il utilise le mot, de monstruosité, qu'était cette construction.

Oui, à ma connaissance, c'est le seul qui en a perçu les dangers, dans la Ve République, évidemment. Oui, bien sûr. Ce qui est intéressant...

Allez-y, c'est votre spectacle, vous n'êtes pas pour débrouiller. Non, mais alors moi, c'est une analyse personnelle, mais elle est vraiment sujette à discussion. Je me demande, et c'est un peu ce qu'on appelle une uptake, c'est que Valéry Giscard d'Estaing, qui est connu pour son engagement extrêmement pro-européen et fédéraliste, moi, je me suis rendu compte que, mine de rien, comme certains européistes très conséquents, dans le bon sens du terme, et très cohérents, je pense qu'il n'aurait pas fait l'Europe que Mitterrand avait faite.

Parce que certains disent, oui, c'est un grand fédéraliste, heureusement qu'il n'a pas été plus aux manettes. Mais je pense que Valéry Giscard d'Estaing, en tant qu'européen très convaincu, mais très conséquent, et aussi très pragmatique, savait qu'il ne fallait pas faire l'Europe à n'importe quel prix. Alors que Mitterrand, c'était vraiment, on a fait l'Europe, peu importe le coût pour la France, peu importe les conséquences de l'euro, c'était une Europe, un soutien inconditionnel à la construction européenne.

Et je crois que Valéry Giscard d'Estaing était plus intelligent, il avait mieux compris les limites de construction européenne, et qu'il fallait le faire que si ça avait un intérêt pour la France. Je me suis basé sur plein d'interviews, d'analyses de ses politiques pour dire ça. Je ne sais pas si ça a un grand intérêt d'ailleurs, mais c'était intéressant de voir, de dire que peut-être que les européistes les plus sincères et les plus conséquents connaissent aussi, ne sont pas pour une construction européenne à n'importe quel prix.

[Intervenant 2] (14:09 - 15:57)
Si, si, c'est très intéressant, parce qu'effectivement, l'Europe en quelque sorte s'est faite à travers assez peu de présidents. Si on prend véritablement les implications, puisque Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing ont été en quelque sorte entravés par les conditions extérieures, économiques, géopolitiques. Et donc du coup, on a eu une forme d'accélération à l'arrivée du mitterrandisme de la construction européenne, qui effectivement laisse à penser qu'il y a eu une forme d'aveuglement.

Alors justement, c'est intéressant, on va pouvoir approfondir cette question des présidents ou des personnalités politiques qui ont été aux manettes de cette construction européenne. Comment est-ce que vous qualifieriez un Jacques Delors ? Alors moi, j'ai ressorti effectivement trois noms, parce que ce sont, de mon point de vue, trois grands noms qui sont, à mon sens, responsables de la catastrophe que nous vivons aujourd'hui.

On va l'approfondir par la suite. Mais j'aimerais aussi avoir votre sentiment sur les autres. Mais si vous deviez qualifier un Jacques Delors, un Sarkozy, un Macron, déjà, est-ce que vous les mettez dans une forme de globalité ?

Comment est-ce que vous avez une lecture de leurs implications ? Et j'aimerais ensuite qu'on revienne très précisément sur Jacques Delors, puisqu'il est quand même à l'origine. Et je me posais la question de savoir si finalement il était complice de l'ERT et que, en somme, l'acte unique en est la preuve.

Et d'ailleurs, si vous pouviez, pour les auditeurs, repréciser ce qu'est l'ERT et l'acte unique. Ah oui, donc Jacques Delors, Sarkozy et ? Et Macron, parce que pour moi, ce sont, je pense, trois grandes figures de l'européisme français et qui ont, sur trois grandes étapes, je pense, temporelles, vraiment accéléré les choses.

[Intervenant 1] (15:59 - 24:51)
Alors, pour moi, il faut les traiter tous séparément, parce qu'il y a des logiques différentes. Et par contre, je traiterais plus, je rajouterais un Chirac quand même, qui a eu un rôle déterminant. Et même si on aime bien lui dire qu'il n'a rien fait, il a quand même eu un rôle déterminant dans cette affaire.

Donc pour rappeler brièvement ce qu'est l'ERT, l'acte unique, etc. Donc le grand tournant, effectivement, européen, c'est 1985, 1986 et même 1984. C'est l'Europe qui est à l'arrêt depuis 20 ans.

Enfin, le traité de Rome produit ses effets. Il n'y a plus vraiment d'initiative pour aller de l'avant, puisqu'il y a eu la crise de l'acidérurgie, il y a eu le choc pétrolier, il y a eu la crise du dollar, enfin, la crise monétaire. Donc tout ça a complètement rayé la conduction européenne.

Et dans le même temps, par contre, le Japon est monté en puissance. Les États-Unis, il y a Reagan qui apporte ce vent idéologique nouveau avec Thatcher et des capitaines d'industries européens, des quinze états d'Europe de l'Ouest face à l'URSS, se réunissent pour relancer une initiative de construction européenne qui serait l'idée de créer une Europe taillée sur mesure aux intérêts des industries européennes. À l'époque, le continent est encore très industrielisé.

Ce n'est pas du tout ridicule comme idée, comme initiative. Elle a un fort poids politique. Donc on a tous les présidents de groupes automobiles européens, de la chimie, etc., de tous les secteurs de l'industrie. Et ils se réunissent dans un groupe qui s'appelle l'ERT, qui existe toujours et qui est encore plus nombreux qu'à l'époque. C'est un groupe très puissant, puisque étant PDG des plus grands groupes de chaque pays, ils peuvent s'adresser directement en première ligne aux premiers ministres ou aux présidents de chaque pays. Donc c'est vraiment, c'est un peu, moi, je l'appelle le lobby des lobbies.

C'est-à-dire qu'ils peuvent influencer la rédaction des traités eux-mêmes, pas au niveau sectoriel des directives, mais les traités eux-mêmes. Donc ils ont eu un poids. C'est le poids qu'ils ont eu dans la rédaction des différents traités des années 90 jusqu'à Lisbonne.

Mais donc leur premier traité, ça sera l'acte unique, qui est totalement inspiré de leur rapport, et dont Jacques Delors a copié-collé les recommandations pour faire l'acte unique. L'acte unique étant vraiment l'acte fondateur de l'Europe telle qu'on la connaît, puisqu'il instaure les fameuses quatre libertés de circulation des biens, des travailleurs, des services et des capitaux, ce qui est la liberté la plus importante en termes d'implication économique, puisque ça légalise la concurrence fiscale entre États, ça légalise une forme d'évasion fiscale entre États, et puis ça crée les conditions pour le futur de l'obligne sociale avec les délargements futurs.

Donc l'acte unique a posé le rang peut-être des bases du libéralisme, de l'ultra-libéralisme européen peut-être qu'on connaît aujourd'hui. Et effectivement, c'est à l'initiative de Jacques Delors qu'il a copié-collé les recommandations de l'ERT, d'un rapport de 1984, qui s'appelait Missing Links. Mais vous parliez de complicité, c'est pas Delors se rendant au diquet, c'était même pas une complicité, Delors utilisait le mot de partenariat.

C'est-à-dire qu'il a très ouvertement, il y a plein d'interviews, où Jacques Delors dit travailler main dans la main avec l'ERT. Donc c'était une relation de travail. L'ERT faisait des

recommandations pour la Commission européenne, qui ensuite les dupliquait dans ses communications, puis dans ses directives, etc.

Donc ça a été une relation de travail qui s'est instaurée dès le milieu des années 80 jusqu'à aujourd'hui. Donc ça a été vraiment l'introduction encore plus forte qu'avant de l'un de les pouvoirs économiques, des forces de l'argent dans la Commission européenne. Ce qui était moins le cas avant, c'était plus avant une Europe des diplomates, etc.

et des juges. Et c'est devenu une Europe des industriels et des financiers. Et donc Delors, par contre, ce qui est intéressant, il a évidemment un rôle écrasant dans tout ce qui nous arrive, puisque c'est lui qui a mis en place le traité de Maastricht et la Tunisie.

Ce qui est intéressant, c'est que Delors, je pense, c'est ma compréhension aussi personnelle, s'est fait piéger. C'est-à-dire qu'il avait un carcan idéologique assez fort de monétaristes, ça c'était son obsession pour l'inflation, mais il s'est fait piéger parce que dans sa tête, il fallait faire l'Europe du marché dans un premier temps, donc c'est l'acte unique, et après il fallait faire l'Europe sociale. Comme il le dit lui-même, il fallait faire une Europe qui marche sur deux jambes, l'Europe des industriels et puis l'Europe des travailleurs.

Et les deux devaient être indissociables, sauf qu'il ne les a pas séquencés de manière indissociable, il a voulu faire l'un puis l'autre. Évidemment, quand il a fait l'acte unique, le patron européen a dit très très bien, faisons ça. Et quand il propose fin 1989 son projet d'Europe sociale, qui était un peu ambitieux au début, ses mêmes partenaires de l'URT ont dit, hors de question, on ne va pas faire ça, et ils ont évidemment trouvé un allié de choix qui était Mme Thatcher, puisqu'il était hors de question, et c'est elle qui le dit, il y a cette phrase de « je n'ai pas éliminé les syndicats de mon pays pour qu'ils reviennent par la fenêtre européenne ». Et c'était évident qu'effectivement, le projet d'Europe sociale était de créer des syndicats européens, de travailleurs. Et donc l'URT, le patronat européen allié avec Mme Thatcher ont torpillé les projets d'Europe sociale, et il y a plusieurs interviews où on voit effectivement, interviews écrites et vidéos, Jacques Delors reconnaître un peu à mer qu'il s'est fait berner, rouler dans la farine, que ce n'est pas l'Europe qu'il voulait, donc ça c'est pour le volet, on va dire, Europe sociale, où il s'est fait avoir.

Parce que je pense qu'il était sincèrement quand même, il était quand même plutôt de gauche dans ses intentions, après on peut qualifier, il y a plein de débats sur le sujet, mais je pense qu'il était quand même fondamentalement de gauche. Mais sa créature lui a échappé, et sa deuxième créature qui lui a échappé, c'est l'euro. Et l'euro, pareil, et ça il faudrait que je fasse un jour une publication des archives sur le sujet, que je n'ai pas pu mettre pour des raisons de droits dans le documentaire, ce qui est très intéressant avec l'euro, c'est que lui avait dit que dans son rapport de l'or de 89 sur les conditions de viabilité de l'euro, l'euro ne pourra se faire que si on fait une Europe monétaire, mais une Europe aussi économique. C'est-à-dire centraliser les pouvoirs monétaires à une banque centrale européenne, mais aussi centraliser les pouvoirs économiques à une institution qui sera déterminée au niveau européen, soit le conseil de lieu, soit la commission, soit le conseil européen, etc. Et en fait, ce qui se passe, ça c'est mis dans le traité de Maastricht, cette double centralisation économique et monétaire, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui l'UEM, l'Union économique et monétaire, mais ce qui va se passer, qui va tout changer, qui n'était pas prévu, c'est le fameux pacte de stabilité, qui est réclamé après coup en 94, 95, 96 par les Allemands, qui est un addendum au traité de Maastricht pour rendre beaucoup plus violent et contraignant le volet budgétaire du traité de Maastricht, et les Allemands vont à la fois rajouter ça et à la fois bloquer tout projet de centralisation du pouvoir économique à Bruxelles, qui était la condition pour que l'euro puisse marcher économiquement. Ce qui est intéressant, c'est que quand le pacte de

stabilité est validé par Jacques Chirac, il y a une vidéo, je ne peux pas diffuser parce que je n'ai pas les droits, où Jacques Delors perce et nerre sur Europe 1 et dit Jacques Chirac et Lionel Jospin ont été faibles, ils n'auraient jamais dû accepter ce pacte de stabilité face aux Allemands et en substance, l'euro ne marchera jamais, et il y a plein d'interviews, encore une fois, où Delors dit que l'euro ne peut pas marcher, il n'aurait jamais dû accepter ces conditions et qu'il aurait même fallu ne pas le faire. Et donc, on voit que Delors, de son vivant, a compris très tôt dans les années 90 que l'Europe qu'il avait conçue n'allait pas marcher parce qu'elle n'a pas été faite à ces conditions.

Et c'est pour ça qu'il y a un peu un lien que je fais entre Delors et VGE, parce qu'il y a le côté européen conséquent, c'est-à-dire qu'ils savaient ce qui marcherait ou ce qui ne marcherait pas, qu'ils ne pouvaient pas le faire à n'importe quel prix, et que le drame est que l'Europe a été confiée à des opportunistes et à des Européens de façade, comme Jacques Chirac, qui, de manière extrêmement légère et inconséquente, ont accepté l'euro, alors que Chirac, en 1995, avait encore le moyen de bloquer l'euro qui n'était pas du tout fait.

En 1995, quand il est élu, il promet même un référendum sur l'euro, les pièces n'étaient même pas déterminées, il n'y avait rien d'acté, c'était... C'est pour ça que je voulais rajouter Chirac dans la liste, parce que Chirac a eu un rôle, puisqu'il aurait pu bloquer l'euro, et il ne l'a pas fait, il l'a accompagné jusqu'au bout. C'est pour ça qu'il a accepté le pacte de stabilité, qui continue de nous persécuter encore aujourd'hui, au moment où on se parle.

Donc le rôle de Chirac est aussi écrasant par son rôle dans la réalisation effective de l'euro, aux pires conditions.

[Intervenant 2] (24:52 - 25:31)
D'accord, mais en fait, on va se tutoyer, c'est plus simple, Camille, ce que tu présentes, c'est qu'en fait, on a un Jacques Delors plutôt naïf, qui est co-responsable avec un Chirac plutôt inconséquent de tout ce que nous vivons. C'est-à-dire que c'est quand même quelque chose qui est sidérant, c'est qu'on a la France, qui était quand même une puissance non négligeable au niveau mondial, qui, pour des considérations initialement plutôt purement économiques, se retrouve à être économiquement détruite par des personnes qui ont été d'une grande naïveté et d'une grande inconséquence.

[Intervenant 1] (25:32 - 30:34)
Une liberté criminelle, c'est exactement ça. Et le problème avec l'Europe, c'est que quand on fait une erreur au niveau européen, non seulement on l'a fait au niveau collectif, tout le monde se plante en même temps, et en plus, il y a une erreur qui est gravée dans les traités. C'est une erreur vers laquelle on ne peut pas revenir.

L'euro a été conçu pour être irréversible. Bien sûr, il ne l'est pas, on peut toujours revenir au franc, mais il ne faut pas se mentir, c'est très compliqué. C'est possible, mais c'est très compliqué.

Il y a vraiment l'effet cliquet qui est un vrai truc au niveau européen, c'est-à-dire que vous faites un pas dans la mauvaise direction parce que le pas, il ne peut pas revenir. Le coût pour annuler ce pas est très élevé. C'est ça qui est compliqué, mais oui, c'est totalement ça.

Et sur Sarkozy, pour enchaîner sur ta question, on peut avoir des analyses divergentes sur ce qui s'est passé, mais j'ai travaillé avec des archives un peu quotidiennes de ce qui se passait au jour le jour dans les crises, en particulier la zone euro, mais même dès son élection en 2006-2007, dans sa campagne de 2006-2007, j'ai l'impression que Sarkozy est assez

pragmatique et pas forcément attaché à l'Europe à coûte que coûte. Il a un discours très...

Je ne sais pas si c'est qu'Henri Guaino qui est derrière tout ça ou est-ce qu'il le pense sincèrement, mais mon intuition est qu'il le pense quand même sincèrement parce qu'il sait que l'euro est fait depuis 3-4 ans, il s'est arrivé en 92-2002. Il voit qu'on est en plein eurofort en 2006, donc l'euro est en train de dégranger, de rassacrer l'industrie française. Sarkozy le voit parce qu'il était au budget, donc il a déjà eu affaire à ces questions-là.

Et donc Sarkozy a compris l'enjeu de l'euro. Il y a plein d'interviews de Sarkozy où on voit qu'il a compris plus que la moyenne les questions et de l'inflation et de l'euro, et qu'il sait que ça va être un problème et qu'il va falloir s'en occuper. Et il a un plan, qui est en fait le plan que Chosepin avait eu et qu'il n'avait pas réussi à appliquer en 97, qui était d'imposer que les ministres européens des finances puissent imposer un taux de change cible à la BCE.

Donc c'est-à-dire qu'ils avaient dit que le taux de change euro-dollar doit être 1,1$ ou à la parité. L'idée c'était de confier, c'était pas de supprimer la BCE ou de modifier son mandat, mais d'ajouter une obligation de suivre les recommandations de politique monétaire du conseil des ministres européens des finances. Et ça, Sarkozy va mener cette bataille, mais il va se faire écraser par l'Allemagne et d'autres États, qui vont dire que c'est absolument hors de question, ce qui a été négocié a été négocié, on ne reviendra pas dessus.

Et de toute façon, la France a des difficultés budgétaires, donc ils ne sont pas en position de force. Donc il ferait bien de se calmer, et c'est exactement ce qui va se passer. Et je pense que Sarkozy a eu une volonté réformatrice sincère, mais qu'il s'est fait mater puisqu'à partir du moment où l'euro était déjà fait, c'est trop tard.

Vous avez 14... On est passé justement à l'Europe des 25 et 27 États membres. C'est très compliqué d'aller ensuite parler à 26 autres chefs d'État, des États membres, et leur dire que finalement la France va faire marche arrière, tous les sacrifices que vous avez faits pour faire l'euro ne servent à rien, on va tout arrêter.

Et donc il faudrait qu'il y ait un effet d'engrenage, où c'est très compliqué, parce que la France commence déjà à moins peser, d'expliquer aux autres qu'ils se sont trompés, que les sacrifices faits n'ont rien. Et donc à moins Sarkozy aurait pu peut-être obtenir gain de cause s'il avait montré une sincérité dans sa volonté de sortir de l'euro, s'il ne tenait pas gain de cause, mais s'il n'avait pas de carte en main pour négocier et imposer ça. Et donc il a dû se coucher.

Et donc voilà, je dirais Sarkozy, il y avait une volonté réformatrice, mais qui n'aboutit sur rien, puisque c'était trop tard. L'euro était créé à cause de Chirac. Et Macron, c'est la même chose.

Parce que Macron, il faut parler, il y a une chose qui est intéressante, à ma connaissance, qui est très mal connue. C'était beaucoup plus dans la presse anglo-saxonne qu'on en a parlé. Macron, quand il est élu en 2017, il a exactement le même problème que Sarkozy.

C'est qu'il a compris, et on le voit dans plusieurs interviews, qu'il y a un problème de l'euro. Vraiment, Macron avait compris le problème de l'euro qui massacre l'industrie française et qui empêche toute marge de manœuvre, et se dit « bon ben moi je vais imposer ce que Jacques Delors n'a pas réussi à imposer, qui était le budget de la zone euro. L'idée de pouvoir mutualiser les gains et les pertes de la zone euro.

Donc concrètement, j'avais calculé, c'était que l'Allemagne nous transfère par exemple 40

milliards d'euros par an. C'est ça concrètement le budget de la zone euro à la France.

[Intervenant 2] (30:40 - 31:28)
L'un comme l'autre, ils ont compris le problème monétaire, mais j'ai le sentiment qu'ils ferment les yeux sur la problématique économique. C'est-à-dire que considérer qu'il y a une négociation qui se fait sur l'aspect monétaire, mais sur le fonctionnement économique, rien n'est fait dans l'absolu. Quand tu dis qu'il y a une forme de bluff, moi ça me fait penser, pour ceux qui connaissent un peu le poker, c'est le mec qui rentre dans un bluff et qui s'y enferme tout seul.

Et qui finalement va perdre son stack parce qu'il n'arrive pas à décrocher suffisamment tôt. C'est-à-dire que quand tu rentres dans un bluff et que ça ne fonctionne pas, il faut avoir le courage de se dire non, je dois arrêter le massacre. Tu penses à...

[Intervenant 1] (31:28 - 31:33)
Pardon. Non pardon, continue.

[Intervenant 2] (31:34 - 32:17)
En fait, moi j'ai le sentiment qu'à partir du moment où il s'est avéré évident que l'Eurofort, que la structuration législative de l'Europe était vraiment tournée en la faveur de l'Allemagne et que la France, elle, ne pouvait plus en retirer bénéfice, les coups de bluff dont tu parles qui est de tenter de négocier sur l'aspect monétaire, bon ben c'est bien, mais si ça ne fonctionne pas, il est nécessaire de taper du poing sur la table et de dire, écoutez, moi je ne peux plus exister dans ce modèle-là, il me faut donc soit une solution, soit une rétractation, parce que je ne vais pas acter ma mort.

[Intervenant 1] (32:19 - 34:41)
Effectivement, c'est totalement ce qui aurait dû se passer, c'est soit, vu que l'euro pose une question existentielle à la France, c'est une évidence, c'est vraiment une question de vie ou de mort, très clairement, sur la table des négociations, il fallait dire, soit vous rajoutez effectivement un budget de la zone euro ou vous autorisez le conseil des ministres européens à fixer une politique de taux de change, soit on s'en va, puisque le coup pour la France, c'est la mort. Je suis totalement d'accord, mais après, je travaille sur un projet de livre, sur comment on peut sortir techniquement de la zone euro, et il faut reconnaître que c'est très brutal, très compliqué, et qu'effectivement, il faut un courage énorme, qu'évidemment Emmanuel Macron n'a pas, ou Sarkozy n'avait pas, pour s'y atteler, parce que la sortie de la zone euro, moi je le décris, c'est comme une opération de chirurgie à haut risque, c'est-à-dire que c'est nécessaire, sinon on va mourir, mais l'opération est tellement compliquée, que si elle est mal effectuée, on peut aussi mourir en sortant de la zone euro, c'est aussi possible, et donc je comprends, si on imagine des gros nuls comme François Hollande, si le chirurgien c'est François Hollande, on comprend bien que ça va être très mal fait, donc il faudrait qu'il y ait des idées très claires sur ce qu'on fait, et je pense que Macron, on voit bien aussi qu'il y a une forme de... je ne sais pas, en même temps, qui est piégée par son engagement européen, il a fait campagne sur...

alors ça serait très ironique, parce que l'histoire n'est pas terminée, moi je pense qu'on va aller vers une crise de la zone euro assez vite, vraiment même très très vite, avec le plan d'austérité français qui ne va pas passer, parce qu'il est quand même trop brutal, et qu'il n'y a pas de précédent, et ça serait très drôle, d'un point de vue des farces de l'histoire, que le président le plus européiste qu'on ait vu, c'est-à-dire Emmanuel Macron, qui arrive sur l'hymne à la joie en 2017, soit le président qui doit accompagner le retour au franc, ce serait très drôle, de manière subie, sans choisir, il y a plusieurs scénarios où la France, par un

grenage inversé, est obligée de revenir au franc, mais effectivement, c'est exactement l'attitude que tu as décrite, et l'attitude qu'ils auraient dû avoir, c'est que l'euro pose un problème existentiel, et donc, il aurait fallu être prêt à sortir de la pièce, et dire, on arrête tout, et on sort.

[Intervenant 2] (34:42 - 35:06)
Oui, parce que, d'ailleurs, c'est une question que j'avais prévue pour un peu plus tard, mais je peux la poser tout de suite, c'est que l'eurofort est-il la preuve que la France et les Français ont été sacrifiés au profit de l'Allemagne ? Quand on regarde aujourd'hui, on ne peut que le constater, enfin, de mon point de vue, je ne sais pas ce que tu en penses, et du coup, si on sacrifie la France et les Français, à un moment, il va falloir se poser la question de qu'est-ce que l'on fait, quoi.

[Intervenant 1] (35:08 - 35:10)
Alors, c'est quoi la question, du coup ?

[Intervenant 2] (35:10 - 35:25)
Est-ce que l'eurofort, est-ce que l'euro tel qu'il a été structuré, finalement, est la preuve que l'Europe a été bâtie sur le sacrifice de la France et des Français, au profit de l'Allemagne, mais pas seulement.

[Intervenant 1] (35:25 - 37:06)
Il a été bâti, en fait, l'euro a été bâti sur le sacrifice, mais pas que des Français, des Grecs, des Italiens, des Espagnols, des Portugais, enfin, à peu près de tous les pays de l'Europe du Sud. Mais des Italiens, oui, tous les pays italiens. Oui, mais alors, moi-même, je vais niancer sur l'Allemagne, parce que, moi, je pense qu'on peut dire, ça dépend de qui on parle en Allemagne.

Oui, ils ont engrangé des excédents faramineux, mais ces excédents, ça se transforme en bénéfices pour les entreprises, etc. Donc, qui a gagné en Allemagne ? Les actionnaires.

Mais les Allemands, les travailleurs allemands, dès les années 90, subissent, avec la réunification, etc., une austérité et une modération salariale qui, ensuite, est devenue extrêmement brutale à partir des années 2000. Donc, en vérité, les travailleurs allemands n'ont pas vu vraiment la couleur des avantages que l'Allemagne, au sens du pays, a tiré de l'euro. Les travailleurs allemands sont aussi les premières victimes de l'euro.

Donc, moi, ma position sur l'euro, c'est que l'euro, si on regarde les travailleurs, l'euro n'a fait que des perdants. Donc, après, effectivement, l'Allemagne, maintenant, a accumulé moins de dettes, au sens où la nation allemande a moins de dettes, moins de déficits. Les entreprises sont engorgées de cash, ce qui fait qu'ils vont pouvoir tenir encore un peu face à la situation dans laquelle ils se sont mis d'un point de vue énergétique.

Mais, eux, l'Allemagne, ce qui est très ironique, c'est que, de toute façon, on va subir même des stinks, la France. Ils sont voués à un effondrement industriel pour des raisons différentes. Mais aussi, notamment, à cause de l'euro.

Mais, effectivement, la France a été, on pourrait dire, chronologiquement, une des premières victimes de l'euro. Ça, c'est clair.

[Intervenant 2] (37:08 - 38:10)
Et c'est intéressant parce que, d'ailleurs, ça suit un petit peu le fil conducteur que j'avais noté,

puisque l'une des questions, mais encore une fois, ce sont des questions plutôt rhétoriques que de véritables questions, mais j'avais noté, est-ce que l'Union européenne est une zone où les citoyens ont été sacrifiés au profit de l'économie ? Et, d'ailleurs, ce qui est intéressant, c'est que, encore une fois, c'est une question rhétorique, puisque, dès le début de ton documentaire, il est bien présenté le préambule de la Constitution de 1946, qui dit que tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité. Et, justement, l'Union européenne s'est attaquée à la destruction de tous les services publics.

Et ce qui prouve qu'elle n'était pas au service du public, mais bien au service des marchés. Et, comme tu l'as dit, les Allemands se sont, pour beaucoup, appauvris. Certains industriels, enfin, certaines puissances économiques ont profité de cela, mais c'est tout.

Les gagnants ne sont pas les Européens.

[Intervenant 1] (38:11 - 42:27)
Non, non, très clairement, effectivement, l'Europe a été... Même, moi, je dirais, le mot qu'il faut utiliser, le champ lexical que, moi, j'utilise en faisant mes mots, c'est que la Commission européenne a mené une guerre contre les travailleurs européens et contre leur service public de chaque étape, mais en particulier de la France, puisque c'est la France qui a une grande tradition de service public. Et c'était une guerre et qu'elle continue de mener.

C'est-à-dire que, là aussi, il y a le passé, mais il y a aussi l'avenir. Et c'est ça, c'est beaucoup... Mes articles délucides sont beaucoup là-dessus, sur ce qui est en train de se préparer, ce qui arrive, et l'avenir.

Oui, c'est ce qu'on parle du passé, mais il y a aussi l'avenir qui est tout aussi terrifiant. Cette guerre, elle est permanente et ils ne vont rien lâcher. Et moi, c'est ce que je dis toujours, les gens qui nous écoutent peuvent aller voir, j'invite vraiment à faire un travail de citoyen, d'aller voir les papiers, les publications de Business Europe, qui est le patron...

Oui, c'est le syndicat des patrons européens. Donc, il y a le MEDEF, il y a les syndicats italiens, allemands, etc., dont j'ai oublié les noms et les sigles. Mais leur rapport, c'est vraiment permettre, je l'avais déjà dit chez Lucide, je crois, permettre de lire l'avenir.

C'est-à-dire que la commission a gardé l'habitude qu'elle avait avec Delors, c'est-à-dire de copier-coller les recommandations de Business Europe et de l'URT dans les mois ou les semaines qui suivent les publications de ces derniers. Et donc, si on veut comprendre l'avenir qui nous attend, il suffit très simplement d'aller sur le site de Business Europe, et eux, ils sont très transparents, de voir leur liste au Père Noël. Et vous verrez, vous faites l'expérience, dans trois à six mois, vous aurez les mêmes choses dupliquées dans une communication européenne et dans des directives.

Et l'avenir, là, l'agenda, donc si on simplifie tout, on ramène à quelque chose de très basique, l'agenda aujourd'hui européen, évidemment, en aucun cas remettre en cause le libre-échange tel qu'il est pratiqué, c'est de le poursuivre. Et c'est un agenda de dérégulation. Donc, là, ce qu'ils veulent, c'est qu'ils vont créer des nouveaux outils juridiques qui, aujourd'hui, n'existent pas, mais qui seront proposés probablement dans le courant de l'année, d'ici la rentrée, pour forcer les États, et en particulier la France, à libéraliser et déréguler des secteurs de l'économie.

Et donc, là, on est vers un agenda de démantèlement de nos réglementations existantes. Et

encore plus, il y a le démantèlement, et c'est aussi des innovations juridiques, pour nous interdire de légiférer dans certains secteurs. Par exemple, ils veulent...

C'est des projets, c'est pas encore acté, mais ils veulent nous interdire de légiférer sur l'IA. Ils veulent nous interdire de légiférer sur... C'était quel autre secteur ?

Non, c'était... Beaucoup dans le secteur des nouvelles technologies, ils veulent que les États n'aient pas le droit, n'aient plus le droit d'intervenir. Et donc, voilà, on arrive à une étape où c'est démantelé et en même temps empêcher les États de se protéger et de légiférer dans certains secteurs où pourtant c'est bien légitime.

Et donc, voilà. Donc là, c'est vraiment... En fait, il faut compter que la Commission européenne, donner du pouvoir à la Commission européenne, c'est donner du pouvoir aux industriels.

Et les industriels, ce qu'ils veulent, c'est neutraliser au maximum les pouvoirs des États membres, donc de la France notamment, de légiférer dans quelques domaines que ce soit. Ils veulent que ce soit la Commission européenne qui soit un point d'entrée unique de la norme, puisque c'est eux qui contrôlent la norme et qui sortent de la Commission européenne. Et donc, ce qu'ils ne veulent pas, c'est que la Commission européenne fasse une directive et que derrière, un État ou 27 États fassent une loi contraire, enfin une loi contraire qui va un peu plus loin.

Donc, ce qui nous attend aujourd'hui, c'est plus de libre-échange, c'est l'élargissement à 8 nouveaux États clochards et mafieux, et c'est effectivement des dérégulations dans plusieurs secteurs. Là, les dernières recommandations, par exemple, on n'est pas tous concernés, mais ils veulent déréguler les professions des architectes, des experts comptables, et je ne sais plus quelle autre profession qu'ils avaient dans le viseur, mais c'est très précis. Donc, c'est ça qu'il faut voir, c'est qu'il y a aussi l'avenir.

Et l'avenir, c'est une guerre contre les réglementations nationales, tout ce qui vise à faire du vivre-ensemble économique, des protections, des garde-fous pour le monde du travail. Ça, ils ne veulent pas entendre parler, parce que pour eux, c'est des coûts, et ces coûts doivent être éliminés.

[Intervenant 2] (42:29 - 42:35)
Là, en fait, ce que tu nous décris, c'est une Union européenne qui fonctionne comme un système mafieux ouvert au marché mondial.

[Intervenant 1] (42:38 - 43:00)
Oui, c'est un système qui est totalement ouvert au système mondial, sur tous les plans, les capitaux, les biens, les services, et un peu les hommes et les travailleurs. Et oui, après, le monde mafia, oui, d'une certaine manière, c'est des clubs, des clubs patronaux qui disent ce qui doit se passer au niveau européen et au niveau des États membres.

[Intervenant 2] (43:01 - 43:38)
Bon, si le mot mafieux et mafia peut effrayer, je peux le comprendre, moi, je n'ai aucun problème avec ce terme-là que j'utilise très souvent. Il y a un autre terme que j'utilise très souvent qui peut aller avec, c'est que finalement, et d'ailleurs par le prisme du dévoiement de la hiérarchie des normes, on a la preuve que l'Union européenne s'est transformée en système technocratique totalitaire. Alors après, justement, soumis aux lois du marché et non plus aux représentants des citoyens.

Et d'ailleurs, se pose la question de savoir si c'est par une forme de complicité ou d'impuissance de nos responsables politiques.

[Intervenant 1] (43:40 - 44:11)
Aujourd'hui, non, juste pour corriger, le mot mafieux ne me fait pas peur, c'est juste, j'essaie toujours de penser quel est le mot le plus approprié, pour décrire un peu la situation actuelle, mais à la limite, peu importe, on comprend bien que c'est une caste qui ne va pas, qui s'est approprié le pouvoir politique et qui l'a forgé sur mesure pour ses intérêts, voilà. Et tu disais juste avant, pardon, je voulais revendiquer, ta dernière question, c'est, qui était, excuse-moi, est-ce que tu peux répéter la dernière question ?

[Intervenant 2] (44:11 - 44:26)
Sur le fait que tout cela, cette technostructure que moi je présente comme totalitaire, elle s'est mise en œuvre, elle se met en œuvre, elle se développe, soit avec la complicité, soit avec l'impuissance de nos responsables politiques.

[Intervenant 1] (44:26 - 46:09)
Oui, absolument. Oui, c'est les deux, c'est ça. Alors, oui, c'est sur la question de, est-ce que c'est de la complicité, c'est de l'impuissance ?

Moi, alors ça, c'est pareil, c'est mes positions personnelles, enfin, c'est mes analyses personnelles. Il y a eu plusieurs séquences, en fait. Dans les années 90-2000, je dirais qu'il y avait, surtout 90, c'était du cynisme, ou de l'opportunisme, ou de l'électoralisme avec Chirac.

C'est-à-dire qu'il savait à peu près, il était très léger, mais il savait aussi ce qu'il faisait, et c'était du cynisme, voilà, et du court-termisme. Là, je crois que, je ne sais même pas, c'est potentiellement plus grave. Moi, je pense que c'est, on a aujourd'hui une classe dirigeante, c'est même plus cynique, ils sont débiles, c'est-à-dire qu'ils ne comprennent pas ce qu'ils font et ce qui se passe, ils n'ont même pas la vision d'ensemble.

Donc, c'est presque pire, parce qu'un cynique, on peut toujours le retourner, et lui dire, maintenant, Coco, tu arrêtes tes conneries, tu roules pour nous, ou sinon, je ne sais pas, c'est la casse-prison ou quoi. Là, les débiles, ils ne comprennent pas. Je pense sincèrement, quand on les écoute, que le PS, Macroniste, LR aussi, Eric Ciotti, tous ces braves gens, ne comprennent strictement rien à ce qui se passe, donc plus le recul nécessaire, peut-être ne l'ont jamais eu, et c'est ça qui est plus angoissant, c'est du coup, effectivement, ils peuvent totalement être manipulés.

Enfin, vous voyez, à la fin de ces journées, tous ces gens qui sont très européistes, ils n'ont aucune hauteur de vue, et ne comprennent pas les enjeux, quand on les écoute en commission à l'Assemblée Nationale au Sénat, ils n'ont pas compris les enjeux monétaires, ils n'ont pas compris les enjeux du commerce, donc tout ce qui est le plus structurant pour l'économie, soit ils ne l'ont pas compris, soit ils ne l'ont pas compris.

[Intervenant 2] (46:13 - 46:22)
Je ne sais pas si vous entendez encore Camille. On a eu une petite coupure, Camille, si tu peux reprendre tes 30 dernières secondes.

[Intervenant 1] (46:24 - 48:35)
Je ne sais pas où ça a coupé, mais mon propos est qu'effectivement, je pense que nos dirigeants ne comprennent pas la situation, et ne comprennent pas la gravité de la situation,

et qu'ils n'ont plus que comme horizon mental. Ils ont intériorisé leur nullité qu'ils projettent sur la France, et du coup, pour eux, si vous leur dites, vous, Stéphane Sejourné, Emmanuel Macron, Clément Beaune, etc., et François Bayrou, vous allez devoir gérer les crises monétaires, les marchés d'échange, etc., il va falloir renationaliser la bombe de France, refaire des francs, il va falloir faire tout ça. Je pense qu'ils se disent, je ne veux pas avoir de responsabilité, si ça s'arrête, on verra que c'est moi.

Et donc, les protège bien, les protège de leur responsabilité, parce qu'ils peuvent toujours se défausser, on ne voit pas, puisque l'Europe dirige tout quand même, dirige beaucoup notre économie, et notre vie politique, tout est piloté par la banque centrale, etc., et je pense que ma question actuelle, c'est qu'ils projettent leur propre nullité, et qu'ils se disent, non, non, on ne peut pas, on ne peut pas renationaliser, parce que nous, on ne sait pas faire. On n'a pas le droit d'utiliser le mode d'emploi pour une monnaie nationale, pour le contrôle des capitaux, pour le contrôle des prix, et c'est vrai, puisque ce savoir-faire a été perdu.

C'est un savoir-faire de haut fonctionnaire utilisé, et je pense qu'effectivement, dans les administrations à Bercy, où il y a des quadras et tout, ces gens-là n'ont pas appris à faire ça. Et les gens qui savent le faire sont soit à la retraite, soit sur le point de mourir, et donc, il y a un vrai enjeu de perte de connaissance de ce que c'est que piloter un pays souverain. Et donc, je pense que même s'ils le voulaient, ils ne le pourraient pas.

Et donc, c'est pour répondre à la question. Moi, je pense que c'est d'abord une incompétence crasse, et ce qui n'était pas le cas à l'époque. À l'époque, dans les années 90, il y avait la compétence.

Mais aujourd'hui, à l'époque, c'était compétence, mais cynisme. Et aujourd'hui, c'est incompétence. Et donc, l'incompétence fait qu'on ne peut plus, on se prive d'options de reprise de la politique, quoi.

[Intervenant 2] (48:38 - 48:53)
Alors, c'est très intéressant là aussi, parce que du coup, j'avais une dernière question sur ce thème-là, qui était de savoir s'ils étaient plus complices, si c'était des complices ou des imbéciles. T'as porté la réponse. Ça me fait plaisir, puisque ça justifie mon pseudo, qui est débilocratie.

[Intervenant 5] (48:53 - 48:55)
Oui, c'est bon.

[Intervenant 2] (48:56 - 49:43)
Où je considère que nous avons affaire, effectivement, à une dégradation des personnes de la vie politique, et d'ailleurs, dans un système que j'explique, être circulaire. C'est-à-dire que nous avons des imbéciles qui permettent aux puissances économiques de devenir l'espace dominant, et cet espace économique dominant invisibilise toute personne suffisamment intelligente pour être dangereuse pour elle, et favorise les imbéciles au moment des élections, dans les espaces de communication. On le voit bien aujourd'hui, l'essentiel des médias est détenu par des puissances économiques qui favorisent l'émergence d'individus de plus en plus débiles.

Est-ce que je peux vous dire quelque chose là-dessus aussi ? Bien sûr, bien sûr.

[Intervenant 1] (49:43 - 52:28)
Non, non, mais ça me fait penser, alors c'est peut-être une remarque de bon sens ou en

français de porte ouverte, mais ça a des conséquences très concrètes, et puis pour le coup, j'ai des connaissances directes qui ont été un peu concernées par ça, c'est-à-dire qu'en fait, l'État français normalement ne dirige plus rien. Donc pourquoi vouloir aujourd'hui, si vous êtes intelligent avec une tête bien formée, pourquoi aller mettre votre intelligence au service de rien ? Vous ne pouvez rien transformer, parce qu'on ne pilote plus rien.

Et donc les gens, forcément, qui sont attirés par un pouvoir qui n'en a plus, sont forcément des espèces de parasites un peu débiles, c'est-à-dire, ça donne la classe qu'on a aujourd'hui, je ne sais pas comment ça s'appelle, horreur berger, enfin tous ces gens-là qui ont un rapport au pouvoir, à mon avis, ou Emmanuel Macron, très bizarre. Et donc il y a un effet d'éviction, c'est-à-dire que les gens intelligents, parce qu'ils sont intelligents, ne vont pas aller à un lieu où par définition ils ne peuvent rien influer, et ce que le pouvoir va attirer, c'est des gens qui vont être attirés par les dorures de la République, l'apparat ou l'apparence du pouvoir, et ça donne, je pense, un facteur d'explication assez net de la classe politique actuelle, parce que pour faire de la politique à ce niveau-là, il faut être attiré par du rien et de l'argent, parce que ça fait du finance, ça permet de faire carrière avec du pantouflage, des contrats qui se refilent, ça, Mediapart fait la chronique assez régulièrement de tous ces scandales avec Alexis Kohler et autres, et je crois que là, il y a des comptes qui tiennent combien il y a de procès dans la classe macroniste, c'est effarant, et ça ne peut que, le vide ne peut attirer que ce genre d'arguments, et donc c'est aussi un des effets pervers de la dépossession du pouvoir, c'est que du coup, on attire que des espèces de détraqués, ou de gens qui ont un rapport bizarre à l'argent et au pouvoir, dont Emmanuel Macron est un bon exemple, et donc voilà, il y a cet effet-là, et effectivement, j'ai des amis qui étaient plutôt de formation de science-pôme et que j'avais rencontrés en camionnier d'avocat, qui sont passés en ministère ou qui sont encore en ministère et qui racontent comment la structure, la hiérarchie est terrifiante de bêtises en fait, et donc dans ces conditions, vous ne vous dites pas, je vais passer ma carrière sous les ordres de ces imbéciles en fait, donc il y a vraiment cet effet pervers-là qu'il faut ajouter, qui fait qu'il y a un système de filtre, où effectivement, on n'a plus que des, voilà, une crétinocratie ou une débilocratie, ce ne sont que ces genres de profils qui ne peuvent être attirés que par le rien.

Et puis après, il y a l'autre question qui est aussi le système médiatique, il y a le système médiatique aussi qui s'autonomise et devient lui-même, c'est ce que dis-toi, le système médiatique s'autonomise du pouvoir politique et devient encore plus dangereux car encore plus bête, mais c'est encore un autre débat.

[Intervenant 2] (52:29 - 52:32)
Oui, alors le terme réel, d'ailleurs, c'est caquistocratie.

[Intervenant 1] (52:33 - 52:33)
D'accord.

[Intervenant 2] (52:34 - 52:38)
La gouvernance par les plus imbéciles, par les plus médiocres, c'est la caquistocratie.

[Intervenant 1] (52:38 - 52:39)
Ah d'accord.

[Intervenant 2] (52:39 - 53:15)
Et voilà, et ça, c'est effectivement quelque chose qui, je pense, résume bien notre société actuelle. On atteint la première heure qui a permis, quand même, d'établir une base du constat très clairement précisée dans ton documentaire. On va déjà écouter une première

question avec Françoise.

N'hésitez pas à monter pour les autres si vous avez des questions à poser à Camille. Et puis après, on va quand même essayer d'aborder les perspectives de sortie de cette situation catastrophique. On va essayer de se pencher sur cette question-là.

Françoise, bonsoir, comment vas-tu ?

[Intervenant 3] (53:15 - 56:14)
Bonsoir Camille, bonsoir Camille. Alors, pour les personnes qui ne connaissent pas Camille, je tiens à préciser quand même que Camille était avocat, gagnait très bien sa vie et qu'il se met au service de la France et que c'est un acte résistant qu'il fait. Et je le remercie tout particulièrement et je salue également Marc.

Et voilà, merci Camille pour ce que vous faites. Je n'ai pas encore vu votre nouveau documentaire. Alors moi, malheureusement, j'ai fini un petit peu le travail un petit peu tard et j'avais un rendez-vous après, donc j'ai loupé la première heure mais je souhaite réagir par rapport à ce que dit Camille.

Est-ce qu'on va encore savoir gérer un pays, gérer la souveraineté d'un pays comme nous, la France ? Et moi, ce que je me rends compte, c'est que il s'agit très bien, enfin, il y a une partie des gens, les pervers psychopathes qui ne sont attirés que par le pouvoir et par l'argent, mais également qui ont mis en place des gestions documentaires qui vont être mondiales. C'est-à-dire, vous prenez SharePoint, Documentum, en plus tout ce que je suis en train de découvrir en ce moment, ce qui fait que dans le monde entier, on travaille tous pareil.

Donc, il n'y a plus de créativité des cadres, cadres supérieurs, chefs de projet, tout ça. Donc, ça, pour moi, leur but, c'est de détruire, comment dire, les gens qui vont retenir aussi au niveau des salariés. Moi, c'est plutôt le monde du travail qui me touche personnellement et de voir ces dégradations, c'est que dans la façon de procéder aujourd'hui, tu marches, tu t'adaptes ou tu dégages.

En un mot, je dirais que c'est ça dans les grandes entreprises. J'avais vécu ça chez Sanofi où on était vraiment des numéros et cette perte de souveraineté, c'est aussi une perte de respect aussi envers les salariés. Je ne sais pas si j'arrive à être claire dans ce que je dis, n'hésitez pas à me couper.

C'est-à-dire que les entreprises, c'est le modèle de l'Union européenne, tout centralisé, de moins en moins de créativité, tu obéis, si tu n'es pas content, tu t'en vas et mettre des petits caporales-chefs. Le directeur d'où je travaille en ce moment, il est hyper jeune. Quand je l'ai vu la première fois, je me suis dit qu'il communique bien.

Est-ce qu'il est sincère ou est-ce que c'est un macrombiste ? Voilà la première chose que je me suis dit en voyant ce nouveau directeur général d'un site. Donc, il n'est pas du tout au niveau français des responsabilités des directeurs d'un site, mais on communique avec nous et au niveau des salariés, ça va se dégrader aussi de pire en pire parce que le modèle qu'on a au niveau de l'Union européenne où on centralise tout, soit tu obéis, soit tu seras rejeté.

Je ne veux pas faire un tunnel comme on dit sur l'espace. J'espère que j'ai été à peu près clair. Je suis un petit peu fatiguée après ma journée de travail.

[Intervenant 2] (56:14 - 56:39)

Pas de souci, Françoise, on comprend. Et donc, si j'ai bien compris pour synthétiser au maximum, c'est-à-dire que finalement le fonctionnement hyper vertical, quasi totalitaire comme on l'exprimait au niveau institutionnel, se répercute maintenant dans toutes les strates de la société civique, c'est-à-dire professionnellement, dans les relations interpersonnelles. Je pense que c'est la question qu'exprimait Françoise.

Qu'est-ce que tu en penses, Camille ?

[Intervenant 1] (56:39 - 59:46)
Déjà, je voulais remercier Françoise pour son gentil mot au début et aussi préciser que mon deuxième documentaire n'est pas encore sorti, donc c'est normal qu'elle ne l'ait pas vu. Mais merci encore pour ce message. Je ne connais pas la problématique de ces bases de données communes, mais je suis intéressé s'il y a un lien pour en prendre connaissance.

Mais effectivement, je pense que l'intuition de Françoise est bonne. Enfin, à la fin des fins, est-ce que l'Europe promeut le marche ou crève ? Bien sûr que oui.

Au niveau, dans le cas des travailleurs, l'Europe, effectivement, promeut une violence à l'égard des travailleurs qui est évidente. Et je ne serais pas surpris, même si ce n'est pas un sujet que je connais bien, que l'Europe, qui produit de la norme à jet continu, veuille uniformiser les méthodes de travail. Je ne serais pas du tout surpris que ce soit le cas.

C'est inspirant, parce qu'il y a une cascade de normes. Il y a l'UE, puis au-dessus, il y a le CVE, il y a le FMI, qui eux-mêmes produisent leurs propres recommandations, mais qui ne sont pas contraignantes. Mais l'Europe les rend contraignantes, ou plus ou moins contraignantes, même s'il y a différentes façons de faire.

Mais ce qui est sûr, c'est que de toute façon, les règles de l'UE nous condamnent à la guerre entre travailleurs européens, entre travailleurs français. Et surtout, mais là, ce n'est pas spécifique à l'Europe, et c'est un sujet, je sais qu'il y a plusieurs spaces sur Twitter qui l'abordent, mais c'est la question, notamment de Christophe, que je vois en moniteur, la question de l'IA. Et effectivement, la robotisation et l'IA font que les travailleurs vont en plus être, il y aura la concurrence avec les travailleurs qui sont toujours sous-payés, et va s'ajouter à cela la concurrence avec les robots et avec les IAs génératives.

Et donc là, là c'est ça pour le coup, ce n'est vraiment pas spécifique à l'Europe, ça concerne le monde entier. Mais c'est vrai que, par exemple, là où l'Europe aura des implications, ce sera quelles solutions on utilise pour faire face à cette problématique. Est-ce que ça sera la réduction des temps de travail dans l'Union Européenne ?

Il n'y a peu de chance. Est-ce que ça sera vers des systèmes de revenus universels ? Il n'y a peu de chance.

Est-ce que ça sera plutôt vers un système de chômage de masse ? Là même, c'est trop, les implications sont tellement grandes que je ne sais même pas vers où l'Europe va aller, mais la seule stratégie que j'ai, c'est qu'elle va aller vers le pire. Donc vous prenez toutes les pires options et ce sera celle-là que l'Europe choisira.

En tout cas, celles qui sont le moins en faveur du progrès social, et de la protection des travailleurs, quels qu'ils soient. Mais effectivement, je ne serais pas surpris qu'il y ait des uniformisations des méthodes de management au nom de la compétitivité, d'efficacité ou de la productivité. Ce ne serait pas du tout impossible que ça soit par ailleurs pro mieux à ce

niveau-là.

Je ne sais pas si j'ai répondu à la question, mais c'est un peu des intuitions parce que je ne connais pas forcément cette problématique précise.

[Intervenant 2] (59:47 - 1:02:07)
Oui, mais je pense que la réponse est quand même valable puisqu'effectivement, tu as déjà une expertise à travers tout le travail de documentation que tu as fait. Je voulais rebondir sur ce qu'exprimait François, justement, sur l'absurdité du système. On l'a constaté, il y a un moment dans ton documentaire qui m'a marqué parce que c'était une intervention de Sarkozy que je n'avais pas vue avant de la voir dans ton documentaire, où on voit Sarkozy qui explique finalement qu'il exprime ce que moi j'appellerais un dogmatisme libéral, c'est-à-dire que sur le principe de l'énergie, il explique qu'il est nécessaire de libéraliser le marché de l'énergie parce qu'il ne serait pas logique que EDF, qui est assis sur les centrales nucléaires payées par les Français, et il le précise bien, payées par les Français, dominerait en quelque sorte le monde sous le principe du monopole. Et il exprime, en plus assez naïvement de mon point de vue, que quand il y a un monopole, ça se finit toujours mal.

Mais EDF n'a pas été créé la veille de son discours et ça se passait très bien, les Français étaient satisfaits du niveau de production, de la sécurisation de cette production, de la tarification de cette production. Et on constate parfaitement aujourd'hui que finalement c'est du dogmatisme pur et dur qui ne repose sur aucune logique véritable d'un point de vue économique en l'occurrence sur ce point-là. Et je pense que c'est un petit peu ce qu'a exprimé aussi François, c'est-à-dire qu'en fait on a du dogmatisme à tous les niveaux.

Aujourd'hui, il faut fonctionner de cette manière-là par principe dogmatique, mais ça ne repose pas sur du pragmatisme terrien en quelque sorte, de comment est-ce que nous devons agir pour que ça fonctionne correctement. Et c'est peut-être ça pour moi le signe vraiment de l'effondrement de notre société et en particulier européenne et française pour ce qui nous concerne, c'est qu'on fonctionne par dogmatisme et non plus par réflexion-rationalisation. Vas-y François, je t'en prie, le temps qu'on essaie de récupérer Marc qui apparemment a des soucis.

Vas-y Françoise.

[Intervenant 3] (1:02:08 - 1:03:41)
Oui, merci Kadi. Je voulais par exemple, j'ai intégré une entreprise il y a trois semaines, un laboratoire. Par exemple, il y a toutes les procédures sur tout le process que font les salariés.

Eh bien, ces procédures, je les lis dans un, déjà sans connaître le logiciel, donc personne ne s'est vraiment posé pour m'expliquer. Donc j'ai fait une première partie la semaine dernière, il y a plus de cinq jours. Et aujourd'hui, j'ai fait la deuxième partie.

C'est-à-dire qu'il n'y a personne pour se poser. Et c'est ça le monde d'aujourd'hui. J'ai vu dans d'autres entreprises, les gens n'ont plus le temps de se poser pour nous expliquer.

Ils font parce que c'est la procédure. Tant pis si on nous fait faire trop tôt pour pouvoir comprendre et on le fait tout seul. Donc ce qu'il faut, c'est qu'on valide.

Oui, je clique, j'ai lu, j'ai compris, je signe mon nom, et voilà. Et tant pis si tu n'as pas compris. Et tant pis si tu regardes, ça ne te sert strictement à rien.

Mais c'est exactement comme l'Union européenne. Il y a des choses, il faut l'appliquer, on respecte les trucs. Et je me dis que les jeunes cadres qui acceptent ça, qui ne disent pas stop, ça ne sert à rien, eh bien c'est quand même plutôt mal barré.

Ça me fait un petit peu peur. Et moi pour le moment, je ne dis rien parce que je suis intérimaire. Mais si par exemple demain, ils me disent, Françoise, votre mission est terminée, je leur dirai tout ça.

Je me dis, on ne sait jamais que ça va. Mais c'est complètement, on marche sur la tête. On fait les choses parce qu'il faut les faire, même si ça ne sert à rien.

Ça rejoint exactement ce que tu disais, Cali.

[Intervenant 2] (1:03:42 - 1:05:53)
Merci, Françoise. Donc oui, Marc, toi, tu disais qu'on a des organes institutionnels comme l'ENA, Sciences Po ou autres d'ailleurs, qui ne forment plus des esprits capables de diriger une institution France dans un principe de pays autonome et souverain. Oui, mais ça ne date pas d'hier, premièrement.

Et puis, il faut se souvenir que la France a connu des péripéties de toute nature et a déjà été capable de se reconstruire, en quelque sorte. Et personnellement, je ne suis pas catastrophiste dans le sens où, oui, la situation actuelle est grave. Elle est très préoccupante.

Mais je pense que c'est toujours le principe des cycles. Tout effondrement précède finalement une forme de renaissance. La fin, c'est ce qui précède un début.

Et donc, du coup, ce que l'on va pouvoir espérer, en quelque sorte, c'est une reprise du fonctionnement normal d'une société par d'autres mécanismes que ces grandes écoles, ces grandes institutions que sont l'ENA, Sciences Po et autres. On était en train de commencer à aborder la question des solutions. Ton documentaire fantastique pose un constat implacable sur la situation, sur la construction de cette situation.

Et donc, la question maintenant va être de se poser justement les bonnes questions sur comment est-ce que l'on va pouvoir essayer d'inverser la tendance, de repartir sur quelque chose de plus profitable et constructif. Donc, j'aimerais savoir, moi, justement, est-ce que toi, tu as une vision, une conception, une idée de comment est-ce que nous allons pouvoir essayer de sortir de cette ornière ?

[Intervenant 1] (1:05:53 - 1:13:31)
C'est une question qui, évidemment, me travaille un peu tous les jours. Comment ? Alors, il y a deux choses.

Moi, je suis plutôt très pessimiste sur l'avenir. C'est-à-dire qu'il y a quand même... Les choses ne passeront pas, pour moi, par les urnes.

Il y aura probablement le corps social qui ne va pas supporter la potion d'austérité qu'on lui prépare. Mais même potion, c'est un mot trop sympathique parce qu'il va y avoir une violence inouïe. Des réformes assez spectaculaires de notre modèle social qui vont être proposées et imposées dans les années à venir et dès cette année.

Enfin, cette année peut-être pas, mais en tout cas, les prochains budgets seront extrêmement violents. Je pense que, historiquement, le corps social français n'accepte pas

ça. Donc, il y aura un clash.

La question, c'est où est-ce que ce clash nous mènera ? Est-ce que ça sera un peu les gilets jaunes bis avec une répression assez violente qui n'aboutit sur rien ? Ou est-ce qu'au contraire, c'est une espèce de nouvelle révolution française fréquente ?

Je ne sais pas. Pour moi, tout est possible. La bonne nouvelle, c'est que tout est possible.

Pour moi, il n'y a rien d'irréversible. On n'a pas atteint un point de non-retour. La France peut encore revenir.

Enfin, la France des Français. Donc, ça, c'est ma vision des choses. C'est que tout n'est pas encore joué.

Il y a de l'espoir, mais ça passera probablement pas par le jeu politique. Maintenant, sur un peu les solutions, effectivement, pour le niveau individuel, je n'ai pas de grande préconisation. Effectivement, il faut continuer.

C'est ça, prêcher la bonne parole. C'est pour ça que j'ai fait ce film, en espérant qu'il soit le plus grand public possible. Parce qu'à la fois, trois heures, c'est long.

Et à la fois, c'est rien pour expliquer trente ans ou quarante ans de dépossession de notre pays. Et puis surtout, ce film qui pose un diagnostic pose aussi encore une solution qui est, sortons de tout ça. Donc moi, la seule solution à chaque fois à tous ces problèmes, c'est éducation populaire, éducation populaire, éducation populaire.

C'est-à-dire qu'il faut expliquer, expliquer, expliquer aux gens. Et que c'est la base de tout, en fait. Donc c'est pour ça que moi, par mon médium, ce serait le documentaire.

Parce que je pense que c'est là où je suis le plus efficace, où j'ai le plus valu. Mais chacun, voilà, là, il y a des space Twitter. Tout à l'heure, j'ai dit que l'intelligence n'était plus en haut de l'État.

Mais cette intelligence, il faut bien qu'elle aille quelque part. Et or, on a des gens capables. Et l'intelligence s'accumule dans le bas de la société.

Et c'est ça, plutôt, la bonne nouvelle. C'est que le savoir-faire, et le savoir-faire qui a été perdu, mais qui se récupère assez vite. Mais l'intelligence, elle est toujours là.

Et elle s'accumule dans le bas, dans les entreprises, dans les associations, dans les organisations. Et donc, en ce sens, j'ai de l'espoir. C'est que les gens, il faut continuer à expliquer aux gens ce qui se passe.

Et ça vitera. Parce que l'enjeu, c'est que, d'un point de vue existentiel, notre classe dirigeante, je crois que c'est François Tiller qui disait ça, qu'on ne pouvait aller que... Ou peut-être, j'oublie comment il s'appelle, Marc, c'est ça, qui parlait d'obéissance, obéissance.

C'est vrai. C'est que l'obéissance et l'autorité est le seul horizon que notre classe nous réserve. Parce qu'effectivement, maintenant, ils sont piégés dans cet engrenage qui est existentiel.

Ils ont lié leur destin avec cette question-là. Donc, si ce projet s'effondre, ils savent qu'on ira

les chercher ou les gens iront les chercher. Donc, ils ont intérêt à ce que l'autorité règne et qu'on aille jusqu'au bout de ce projet.

Parce que sinon, c'est eux qui sont en danger. Et pourquoi je dis ça ? C'est que du coup, le risque pour eux, leur solution, ça sera la guerre civile.

C'est-à-dire, OK, il y aura une colère populaire, c'est inévitable, ça va exploser. Si ça explose, il y aura deux façons d'orienter vers la colère. Ça sera soit vers eux, soit entre français.

Et ça, c'est le piège à déjouer. Ce piège, il se déjoue, à mon sens, par tout ce qui relève de l'éducation populaire et d'expliquer les causes des causes. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, on va nous enfermer dans un débat.

On va en prendre pour des années de débats sur la dépense publique, de désigner qui dépense trop, les malades qui sont pas assez malades, les travailleurs qui ne sont pas assez, les retraités, machin. Alors, oui, il y a des cibles faciles, les retraités, effectivement. Enfin, la génération boomer épuise tout le monde à la juste titre.

Mais derrière, ça ne réglera aucun des problèmes, même si on peut se faire plaisir là-dessus. Il y a... Comment dire ?

On va prendre vraiment pour dix ans de débats stériles sur qui c'est qui cause le déficit français en parlant des dépenses, alors que ce n'est pas un sujet de dépense, c'est d'abord un sujet de recettes. Et au-delà d'un sujet de recettes, c'est évidemment une question de structure, et la structure, c'est les traités européens. Et le problème, c'est qu'on va coronériser...

Enfin, les médias et les politiques ont tout intérêt à coronériser le débat sur du très sectoriel. Donc, encore une fois, il y a les retraites, l'assurance maladie, l'assurance chômage. C'est ça qui coûte cher.

C'est là où ils vont taper. C'est ça, notre modèle social. Donc, c'est les dépens entiers de ce modèle qu'ils vont devoir sacrifier, ou qu'ils veulent sacrifier.

Et donc, on va avoir une rhétorique de culpabilisation des bénéficiaires de ce système social pour dix ans, à chaque fois avec des arguments moraux. On ira chercher les canards boiteux du système et on punira tout le monde. Et le risque, c'est là où l'éducation a un rôle, l'éducation populaire ou la pédagogie, c'est d'expliquer les causes des causes et que ça, c'est une conséquence, une implication, mais pas une cause.

Il ne faut pas verser les causes et les conséquences. Encore une fois, les questions des dépenses publiques, c'est vraiment la largnette la plus petite pour comprendre les choses. Demain, on supprime tous les fonctionnaires pour faire plaisir aux libertariens ou à certains libertariens ou libéraux ou à la droite.

Ça ne réglera strictement aucun problème de la désindustrialisation. Aucun. Donc, il faut comprendre les causes des causes.

Et voilà. Moi, je n'ai pas de grande stratégie, de fine stratégie politique. Je dis juste expliquer, expliquer, expliquer en espérant que ça produise des effets, mais je ne suis pas un grand stratège.

Moi, c'est que j'étais juriste, pas avocat de base. Je ne fais pas de stratégie politique, mais dans les outils, je vois que pour moi, l'éducation populaire, c'est déjà le meilleur antidote pour ne pas se tromper pour quand on vote et ne pas se tromper pour quand on va dans la rue. C'est quand même deux choses.

En fait, c'est armer les esprits à la bataille qu'il va y avoir. Il va y avoir une guerre, une guerre au sens à la fois idéologique mais matérielle, une guerre matérielle, et il faut armer les esprits. Et pour armer les esprits, il faut expliquer aux gens les causes des causes et ne surtout pas inverser les causes et les conséquences.

Ce n'est pas très précis ce que j'ai, mais c'est que chacun puisse éduquer son voisin et surtout ceux qui ne sont pas politisés. Ça peut être les jeunes, ça peut être ceux qui ne sont pas intéressés à la politique parce qu'on dit toujours que la politique va s'intéresser à eux, mais il ne faut pas le faire de manière dogmatique. Il faut aussi, effectivement, être bienveillant vers l'ennemi politique.

Même si c'est un adversaire politique, ça reste un frère humain et un Français. Et donc, effectivement, essayer de garder une main tendue vers ceux qui, effectivement, sont dans l'erreur, entre guillemets. Donc, voilà.

Mais c'est expliquer, faire du débat, faire du débat et être indulgent et patient avec les gens qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre.

[Intervenant 2] (1:13:32 - 1:15:52)
C'est très intéressant ce que tu viens de dire parce qu'effectivement, nous, on est sur ce compte à démocratie directe. On est forcément très attachés à ce principe que certains appellent l'intelligence collective, d'autres, la vraie démocratie. Enfin, peu importe le terme qu'on y donne.

C'est le fait que les citoyens se réapproprient leur politique, leur destinée, leur souveraineté. Et j'explique, moi, souvent qu'il existe trois chemins pour essayer de recapter le pouvoir en tant que citoyenneté, en tant que collectif citoyen. Il y a le principe de l'infiltration du système, c'est-à-dire participer aux élections, dans un jeu qui est biaisé, mais quand même, on ne sait jamais.

Il y a la contestation, le principe d'aller faire des manifestations sous différentes formes. Bref, contester la légitimité et l'autorité du système. Et il y a le fait de se substituer, la substitution au système, c'est-à-dire organiser des systèmes parallèles qui vont prouver qu'une autre organisation peut être efficace et fonctionner.

Mais ces trois cheminements, ces trois chemins, moi, je considère qu'ils sont complémentaires les uns les autres, c'est-à-dire qu'il faut ces trois chemins pour qu'il puisse y avoir une efficacité de l'un qui remporterait le combat, ou des trois simultanément. Mais ce cheminement ne peut se faire que quand on atteindra une masse critique qui, elle, sera atteinte par l'information. Et donc, ton travail, à toi, qui est d'informer les masses à travers ton documentaire et ce que tu vas faire à travers tes piges sur Ellucid et autres, tout cela, c'est effectivement l'un des outils prioritaires pour ces trois voies.

Et d'ailleurs, je m'étais posé la question parce que ton documentaire, il est très factuel, il est très, comment dire, très journalistique, presque dans le sens où il n'est pas porté sur du ressenti, de l'a priori, du jugement, mais il pose les termes, il pose les faits. Est-ce que tu as quand même essayé de le présenter, de le proposer à des chaînes mainstream ou des

chaînes institutionnelles sous le format, par exemple, 4 x 50 minutes ou 3 x 1 heure ? Est-ce que c'est quelque chose que tu as essayé de faire ?

[Intervenant 1] (1:15:52 - 1:19:41)
Non, c'est bon, il y a plein de gens qui m'ont demandé, je n'ai pas pris la peine. On n'a tous pas beaucoup de temps et pour moi, ça va émettre beaucoup d'énergie parce que ça prend du temps de faire ça sérieusement pour un résultat qui est vraiment pour moi à 100 % couru d'avance. Je le connais trop bien, je suis trop consommateur de Arte, LCP, parce que c'est ça, les chaînes qui pourraient diffuser ça ou France 2.

Je suis trop consommateur de leurs contenus pour savoir exactement la réponse. Ça serait un énorme non. Il n'y a même pas...

Si on prend Arte, son siège, c'est en face du Parlement européen. C'est une chaîne franco-allemande qui est extrêmement pro-européenne dont on retrouve au Conseil de surveillance Bernard-Henri Lévy, Jean-Dominique Juliani qui est un fédéraliste européen très convaincu. Il y a plusieurs militants de la cause européenne militants au sens strict du terme.

Il est évident qu'un documentaire comme le mien n'aurait absolument pas sa place sur cette chaîne. D'autant plus qu'Arte produit du contenu... Ils font de très bonnes qualités.

J'aime beaucoup Arte et je trouve que c'est une chaîne qui fait honneur aux services publics français. Mais sur la question européenne, ils sont minables. Ils sont vraiment minables et ça relève...

C'est de l'ordre de la propagande puisque même les contenus... Si vous allez voir la littérature pro-européenne de l'Institut Jacques Delors, de ce genre de choses-là, eux sont beaucoup plus critiques de la chose européenne que Arte par exemple. C'est pour ça que je disais que les vrais militants européens convaincus, je les respecte malgré tout parce qu'ils ont la sincérité du diagnostic.

On n'est pas d'accord sur évidemment les solutions parce qu'ils veulent plus d'Europe. Moi, c'est évidemment moins d'Europe, voire plus d'Europe du tout. Enfin, pas celle qu'on veut, qu'on a aujourd'hui sous les yeux.

Mais sur le diagnostic, on se retrouve avec les vrais européistes sérieux. Et Arte ne sont même pas sérieux. C'est pour ça que je le dis.

C'est qu'ils font du contenu qui est pathétique sur la question européenne. Donc, il est évident, sur l'euro, ils en avaient fait un sur Maastricht et un autre sur l'euro, c'était nullissime. Donc, c'est évident que mon documentaire n'aurait pas la place là-dessus.

Et pour les autres chaînes comme LCP, par exemple, quand je suis allé voir les chaînes de télé pour mon documentaire sur le Conseil constitutionnel, on m'a dit, mais c'était sincère, ça devait être sincère et pas affreux. On m'a dit, c'est très intéressant, j'aimerais vraiment beaucoup vous aider à faire ce film, mais je vous le dis, c'est beaucoup trop sensible. Ce film ne sera jamais diffusé à la télé.

Et pourtant, ce n'est que le Conseil constitutionnel. Alors, une question comme l'Union européenne qui est extrêmement tabou, on peut la prendre sous tous les angles, c'est-à-dire l'angle que j'ai pris le plus factuel possible. Ils ne veulent pas du débat européen.

C'est-à-dire que ce n'est pas un désintérêt, c'est qu'ils ne veulent pas, c'est un tabou. Et les faits, même les faits sont tabous. Je veux dire, ce n'est pas une question d'idéologie, c'est juste que les faits sont tabous.

On ne peut pas discuter du bilan européen à la télé française et ça ne bougera pas. Et je pense que, pour moi, c'est une perte de temps que d'aller démarcher ces chaînes de télé parce que, encore une fois, quand on démarche pour vendre son film, ça prend du temps. Et je n'ai pas pris cette peine parce qu'on prend un énorme nombre qui est couru d'avance.

Ce n'est pas la peine. Mais pour autant, je ne dis pas pas besoin de parler de ces chaînes parce qu'il y a du contenu de très grande qualité. Sur RT, sur LCP, sur France 2, France 3.

Mais ce sujet est trop tabou. Donc je ne pense pas qu'ils puissent voir le jour à la télévision. Peut-être que mon film sera un jour diffusé si on sort de ce...

Pardonnez-moi l'expression de ce merdier. Mais ça sera à postérieurie quand les choses seront entrées dans l'ordre. Mais voilà.

[Intervenant 2] (1:19:42 - 1:19:52)
C'est-à-dire qu'au jour où on pourra voir ton documentaire sur une chaîne nationale dite mainstream, c'est qu'on sera normalement déjà sorti de ton problème.

[Intervenant 1] (1:19:54 - 1:19:59)
Mais je suis très pessimiste sur la télé française et trop verrouillé. Beaucoup trop verrouillé.

[Intervenant 2] (1:20:01 - 1:20:56)
C'est intéressant parce que j'ai fait exprès de poser cette question pour avoir cette réponse et du coup, poser une deuxième question. J'ai vérifié pour préparer ce Space, tu es à peu près à 600 000 vues sur ton documentaire sur YouTube. Il est peut-être diffusé sur Odyssée ou sur d'autres plateformes.

Donc peut-être approches-tu le million de vues si on fait le... la multitude des plateformes ? On se rend compte aujourd'hui qu'on a quand même des chaînes YouTube qui ont des audiences qui sont non négligeables et qui, sur certains aspects, peuvent même en quelque sorte concurrencer les chaînes dites mainstream.

Est-ce que, du coup, puisqu'il était évident que les chaînes nationales mainstream ne voudraient pas dénoncer leurs propres fonctionnements, est-ce que tu t'es rapproché malgré tout des médias dits indépendants ?

[Intervenant 1] (1:20:56 - 1:20:58)
Pour diffuser mon film ou pour travailler avec eux ? Ouais.

[Intervenant 2] (1:20:59 - 1:21:43)
pour travailler avec eux, je sais que tu es déjà avec Ellucid, mais en fait, nous, on est... sur Démocratie Directe, on cherche vraiment à apporter le maximum de solutions et d'outils à l'information et l'application de la citoyenneté. Effectivement, aujourd'hui, on a quand même quelques chaînes YouTube qui sont qui ont de belles audiences, qui ont une résonance non négligeable, il pourrait y avoir des synergies, soit effectivement pour t'inviter et t'interviewer, ça, c'est déjà une première chose, mais ne serait-ce même que, par exemple, avoir la possibilité de diffuser ton documentaire.

Est-ce que ça, c'est quelque chose auquel tu as déjà pensé et que tu as peut-être essayé ?

[Intervenant 1] (1:21:43 - 1:27:58)
Moi, il y a deux choses. Il y a deux choses. Moi, j'aimerais bien...

Là, c'est une question plutôt au moyen terme, mais j'aimerais bien faire des projections en France du film dans les communes, dans les facs, pour qu'il y ait des projections de débat. Ça pourrait être intéressant. J'avais pas pu le faire.

Enfin, je peux toujours pas, d'ailleurs, en théorie, le faire parce que Lina me demande... Si je veux faire dans les règles de l'art, parce qu'il y a quand même le risque de me faire taper sur les doigts après et je n'ai pas trop envie, c'est que Lina me demande 5000 euros pour avoir le faire des projections de débat. Donc, je ne les ai plus, je ne les ai pas.

Comme je l'ai expliqué, je n'ai plus d'argent, y compris 5000 euros. Donc, il y a cet enjeu-là. Maintenant, on peut le faire de manière un peu sectorielle.

Je dis ça sur un space qui est enregistré, ce n'est pas fameux, mais on peut rester un peu en dessous des radars. Mais si on opère une vraie publicité à des projections de débat, là, il faudra que je passe à la caisse de Lina et j'ai pas cet argent-là. C'est pour ça que c'est un peu crucial aussi si les gens peuvent m'aider sur les cagnottes Tipeee et Ulule parce que si un jour, là, la priorité, c'est de financer le deuxième documentaire, mais effectivement, si au miracle, il y avait d'un coup beaucoup de dons, évidemment, je ferais ça et j'organiserais des projections de débat.

Donc, ça serait une chose et notamment aussi des projections de débat dans les lycées parce que l'idée, c'est aussi, d'un point de vue, il faut gagner du temps et puisque du temps, on n'en a pas beaucoup, c'est influencer les influenceurs ou influencer les décideurs et aller, par exemple, dans le cœur de la bête qui est Sciences Po Paris où on fabrique des crétins sur ces questions-là, ça pourrait être très intéressant d'organiser un peu une séance de projection à Sciences Po ou dans les différents IEP qui existent en France et je ne sais pas, pourquoi pas Polytechnique ou dans les grandes écoles, dans les grandes écoles françaises puisque ces gens-là, pour le coup, sont les futurs décideurs de demain et ce serait bien qu'ils entendent au moins pendant trois heures de leur vie un autre son de cloche et je pense vraiment que ça peut avoir des vertus.

Donc pour moi, il y a le volet projection du film et après, sur les synergies avec des médias indépendants, ce que j'ai fait, mes démarches, c'est que j'ai écrit à tous les médias YouTube, papier et, oui, pas télé, mais internet et papier, on va dire, du spectre gauche parce que c'est plutôt ma famille et j'ai globalement eu, à part Elucide et Off Amplification, effectivement, eu aucun retour. Donc, je pense que c'est pour dire à quel point à la fois la gauche, ils sont terrorisés sur ces questions-là, il faut dire les choses, c'est pour ça aussi que moi, l'enjeu, c'est de parler à la gauche puisque à droite, le travail a été fait entre guillemets sur la question de la souveraineté. Je ne parle pas pour les républicains, etc., mais il y a beaucoup de gens de droite qui se définissent comme souverainistes et à gauche, ça reste assez honteux parce que la gauche n'a pas compris et s'est complètement intoxiqué sur ces questions-là mais pour moi, stratégiquement, il faut parler à la gauche parce que c'est la gauche qui va manifester, c'est la gauche qui va dans la rue et que même s'ils ne sont pas élus, c'est eux qui structurent le mouvement social et donc, il y a un impératif absolu à ce qu'ils soient convaincus sur cette question-là et donc, c'est pour ça que stratégiquement, je disais que j'étais nul en stratégie et je ne suis pas un grand stratège mais je pense, dans les peu de certitudes que j'ai, qu'il faut enfoncer le clou à gauche parce que la gauche est en

théorie totalement compatible avec la critique de l'Union européenne et évidemment, ils le sont mais ils sont intoxiqués sur la notion de souveraineté.

Ça, ça leur fait peur et il faut leur expliquer ce que c'est et c'est pour ça, je le dis très tranquillement parce que je l'ai dit à beaucoup de gens qui m'ont écrit qui étaient plutôt dans la sphère de droite mais peut-être plutôt extrême droite ou réputée comme telle on va dire. Réputée comme telle, ce n'est pas moi qui fixerai le jeu même s'ils ne le sont pas forcément mais de ne pas m'associer avec ces contenus-là parce que, pour moi, ça risque de parasiter le débat parce qu'il y a l'idée aujourd'hui chez les Français que la souveraineté est une question de droite or c'est une question transpartisane et si j'avais répondu à l'appel immédiat des mains qui ont pu être tendus à droite ou à l'extrême droite j'aurais accrédité cette thèse en fait et ça aurait rendu remis une pièce dans la machine pour rien que oui la souveraineté serait une question qui serait d'un bord ou de l'autre politique alors que ça appartient à tous les Français. Donc mon idée c'est de m'adresser en priorité en tout cas à l'heure actuelle à un public dit de gauche même si je m'adresse à tout le monde j'ai dit en priorité parce que c'est eux qui ne sont pas convaincus chez les autres je fais des généralités des simplifications mais je pense qu'on voit ce que je veux dire où vraiment les gens c'est vraiment à gauche où il y a un problème ils ne comprennent pas le problème de l'absence de souveraineté et c'est pour ça que je ne veux pas je fais attention avec qui je parle ou avec qui je veux m'associer parce que c'est pas ça peut être très vite contre-productif en fait parce que les gens ont accrédité c'est pour ça que je vous avais posé en toute transparence la question c'était peut-être avec Stéphane Bernard je voulais savoir comment vous positionnez déjà limiter déjà aussi limiter mes liens avec des partis politiques parce qu'encore une fois même si les partis souverainistes sont légitimes évidemment sur ces questions-là c'est aussi de dire que non ça ne se limite pas à ces partis-là c'est s'adresser à tout le monde mais il y a un enjeu quand même de ne pas polluer la question de l'Union Européenne qui est déjà assez inflammatoire et assez tabou avec d'autres contenus éditoriaux ou d'autres lignes politiques dans la théorie évidemment on pourrait mais c'est pas les règles du jeu médiatique qu'on nous a fixé il faut malheureusement composer avec donc j'essaie d'appliquer un principe de réalité et la réalité c'est qu'on ne peut pas parler d'Europe et si en plus on y rajoute des sujets très chauds fut-il légitimes et la plupart du temps ils le sont ça va être très compliqué je comprends parfaitement

[Intervenant 2] (1:27:58 - 1:31:27)
ta question et ta stratégie c'est très clair alors c'est vrai que nous c'est très simple d'une part nous ne sommes pas un parti politique nous ne serons jamais nous nous sommes en fait ce qu'on appelle une safe place c'est à dire un espace de liberté d'expression pour favoriser l'émergence du principe démocratique au sens strict du terme nous sommes totalement apartisans et nous militons pour la récupération du pouvoir par les citoyens et d'ailleurs à ce titre je pense que alors premièrement je vais inviter effectivement tous ceux qui sont là et ceux qui écouteront en replay le space de se rapprocher de ta cagnotte ulule ou Tipeee pour soutenir la production de ton deuxième documentaire puisque quand on voit la qualité du premier ce serait dommage de ne pas t'aider à en produire d'autres et puis bon ça c'est je peux déjà l'aborder peut-être que nous aurons une synergie possible parce que quand tu dis que finalement pour pouvoir faire des diffusions des bas de ton documentaire au nom de l'Europe si j'ai bien compris il faut pouvoir provisionner 5000 euros c'est pas une somme qui est extraordinaire dans un principe de collectivité si on prend en considération que dans moins d'un an en mars 2026 nous allons avoir les municipales qui vont être une étape très importante pour beaucoup d'avancer dans notre société qu'on se rend compte qu'il y a une volonté d'émergence des listes citoyennes des citoyens de se réapproprier leur citoyenneté ça peut être justement des étapes importantes pour éduquer encore une fois parce que je pense que plus il y aura un nombre important de personnes qui auront pris conscience de ce

qui est présenté dans ton documentaire plus nous aurons une chance d'atteindre cette masse critique qui se rendra compte qu'on ne peut plus faire confiance aux responsables politiques on ne peut plus faire confiance à l'Europe en elle-même pour structurer un système à la faveur des citoyens et des individus on ne peut plus faire confiance au système économique on ne peut plus faire confiance au système médiatique et donc les seuls à qui on peut faire confiance c'est nous-mêmes et ça ça va devoir se mettre en place à l'échelon le plus petit tu vois quand tu disais tu cherches à t'adresser à ceux de gauche parce que tu as le sentiment qu'il y a une masse non négligeable d'individus qui doivent conscientiser ce qui se passe au niveau de l'Europe et que ce travail a déjà peut-être été un peu plus fait à droite nous on est ni de droite ni de gauche on est du bas c'est-à-dire qu'on est vraiment au niveau des citoyens dans la première strata et donc il va peut-être falloir en discuter avec Stéphane en privé à travers l'association qui a été mis en oeuvre l'association des mairies démocrates de France qui a pour ambition d'aider toutes les municipalités qui veulent se mettre en oeuvre sous un principe citoyen peut-être de pouvoir participer c'est très simple des diffusions débats à 1 euro par personne ça se fait facilement 5000 personnes c'est pas une catastrophe quand on voit le nombre de communes de moins de 1000 habitants ça peut aller assez vite et ça permet effectivement peut-être de favoriser le fait d'atteindre déjà ces 5000 euros et donc de libéraliser encore plus ce documentaire dans un principe d'information et de débat on en parlera éventuellement si nécessaire il y a Françoise qui est remontée qui voulait poser une question il me semble

[Intervenant 3] (1:31:29 - 1:31:40)
oui merci Camille Camille vous pensez que les salles de cinéma qui ont diffusé Merci patron de Camille de François Ruffin pourraient passer un jour votre film

[Intervenant 1] (1:31:41 - 1:33:47)
il y a deux il y a deux il y a deux choses moi mon film ne peut pas d'un point de vue des droits d'auteur INA être commercialisé il faut qu'il soit c'est à dire que la salle de cinéma qui en tient un profit c'est juridiquement pas possible ou alors il faudrait que je modifie certaines séquences du film et voilà par contre ce qu'on peut faire c'est organiser des projections des débats où là les citoyens payent plutôt le débat plutôt que le film on peut s'arranger comme ça il y a une logique je parle juste dans le strict respect des règles d'art donc je sais que il n'y aura pas de diffusion au sens distribution classique du film avec un visa d'exploitation et tout ça c'est non c'est pas possible ça n'arrivera pas en tout cas pas sous cette forme mais par contre voilà c'est ce que je disais ce qui est réaliste et réalisable c'est effectivement des locations de salles à titre privé ponctuel et ça il n'y a pas de limite si on paye alors peut-être moi je suis très intéressé si des gens connaissent je ne connais pas assez encore une fois j'étais avocat avant donc je ne sais pas c'est un milieu que je découvre aussi s'il y a des patrons je ne sais pas comment on dit de salles qui d'un point de vue militant peuvent faire des prix peuvent organiser à titre gracieux des projections du film ça il faut l'organiser sans problème et sans délai mais voilà ce qu'on peut faire c'est louer des salles et organiser des projections des bas et après c'est la question de la location de la salle est-ce que c'est fait à titre gracieux ou non je ne sais pas si c'est possible je ne connais pas assez moi je m'étais renseigné pour Paris Paris à priori il n'y a pas trop mais c'est vrai qu'il y a des associations avec qui j'ai parlé de loin en pointillés qui ont l'air d'avoir des connaissances des réseaux des copains qui tiennent des salles et qui permettraient d'organiser en tout cas quelques projections un peu partout en France pour pas trop cher c'est envisageable mais voilà s'il n'y aura pas de distribution au sens sorti en salle ça je n'ai pas le droit je pense qu'après le risque est très limité mais je ne pense pas que ça se fasse pas comme ça

[Intervenant 2] (1:33:47 - 1:35:58)
je pense qu'il faut faire aussi appel encore une fois vraiment à la base c'est à dire que le

nombre de citoyens capables d'aller simplement prospecter encore une fois il faut bien comprendre que sur le nombre de communes que l'on a en France 36 000 communes on en a deux tiers qui sont moins de 1000 habitants ça veut dire et dans beaucoup il y a le petit cinéma qui a deux salles qui diffuse très peu finalement et en fait on peut tous individuellement aller voir le cinéma de notre petit de notre petite ville et solliciter pour information moi au moment des gilets jaunes j'ai sollicité les imprimeries pour leur expliquer qu'il fallait informer profiter de cette occasion vous seriez surpris du nombre d'imprimeries qui ont accepté de m'imprimer gratuitement un nombre non négligeable de tracts pour informer sur le RIC et bien je pense que si vous allez voir individuellement le petit cinéma de quartier bien sûr pas à Paris pas dans les grandes métropoles mais dans les petits villages où finalement il va être capable de mettre à disposition pour une séance un dimanche après-midi où généralement il n'a pas pléthore de monde et faire un petit peu de tractage là aussi en allant voir l'imprimerie et le mode le système de la débrouille qui va consister à aller presque quémander en quelque sorte au cinéma voilà est-ce qu'il est possible que vous mettiez à disposition une projection et bien vous seriez assez surpris du nombre de d'institutions privées donc d'imprimerie de cinéma de ceci de cela qui sont capables de s'investir et de faire parce qu'ils ont conscience aussi qu'en quelque sorte ils fidélisent une forme de client potentiel et ainsi de suite donc je pense que c'est aussi une voie à exploiter et il va falloir essayer d'y travailler éventuellement on va essayer de trouver des moyens de participer nous on est là pour ça encore une fois on est une safe place on est là pour essayer de trouver des solutions pour favoriser tout ce qui va dans le bon sens et ton documentaire en est l'évidence il y avait Marc qui a levé la main et puis Françoise qui voulait réagir encore vas-y Marc

[Intervenant 4] (1:36:00 - 1:36:18)
oui je voulais soumettre une idée j'avais vu une projection du film le monde d'après de Laurent Firod il avait trouvé une ou deux salles qui projetaient à Paris et je pense qu'il faudrait retrouver le nom de ces salles parce que du coup il y a encore des personnes qui sont indépendantes et hors des grands films

[Intervenant 2] (1:36:20 - 1:36:21)
donc c'est une piste

[Intervenant 4] (1:36:21 - 1:36:21)
à creuser peut-être

[Intervenant 2] (1:36:21 - 1:37:26)
oui mais peut-être que Laurent Firod lui par contre il a des visas d'exploitation ce qui n'est pas le cas possible pour qu'à l'heure c'est bien compris oui oui mais c'est pas une question de positionnement politique c'est une question en fait de visa d'exploitation c'est à dire que Firod il fait des films lui-même qui ne sont pas en fait des utilisations d'archives ou quoi que ce soit et donc ce qu'il produit il peut le commercialiser c'est son produit à lui en entièreté et donc il peut avoir un visa d'exploitation qui permet effectivement à la salle de cinéma de comment dire d'avoir un retour sur investissement en quelque sorte c'est à dire que c'est une exploitation dite commerciale même si c'est très marginal vu les types de films qu'il fait c'est la question qu'il faudra peut-être se poser sur les informations qu'il a sur les informations qu'on pourra obtenir à ce niveau-là mais c'est une bonne idée effectivement de s'appuyer sur ceux qui ont déjà exploité certaines salles dans des films ou documentaires qui sont généralement plutôt boycottés Françoise

[Intervenant 3] (1:37:28 - 1:38:31)
Alors moi je voulais demander à Camille si ça l'intéresserait de nous faire avec des petits mots-clés phrases mots-clés pour qu'on fasse de l'affichage public parce que moi j'en fais de

temps en temps de l'affichage public et pour faire connaître le film moi j'en parle autour de moi on en a parlé au président d'une association citoyenne qui s'intéresse au Congo à l'Afrique à la résistance donc il avait trouvé le film super mais il a peur qu'au sein de l'association qui est majoritairement des gens RFI c'est que la souveraineté ça leur fait un peu peur de critiquer l'Union Européenne mais voilà pour revenir ça serait bien que Camille que ça aille bien dans le sens de Camille puisque tu es quand même l'auteur du film d'avoir des mots-clés phrases-clés pour faire de l'affichage public avec le lien sur Youtube pour voir au nom de l'Europe parce que l'affichage public moi pour moi ça marche c'est intéressant moi j'avais fait des petites affiches il y a quelqu'un qui m'avait posé sur deux affiches deux questions donc ça veut dire qu'il y a des gens qui lisent les affiches des fois

[Intervenant 2] (1:38:34 - 1:38:36)
donc vas-y Camille je t'en prie réponds

[Intervenant 1] (1:38:36 - 1:42:29)
non mais sur l'affichage public c'est ça c'est un peu le même sujet c'est que moi sur le principe tout ça c'est des bonnes idées de toute façon effectivement tu l'as dit tout à l'heure la réponse c'est par le bas donc en fait il faut arriver même si c'est la débrouille du bénévolat on peut arriver et avec les moyens qu'on a qui sont assez limités il faut en venir à ces solutions je ne pense pas du tout que ça soit une option écartée il faudrait peut-être alors la question c'est plutôt est-ce qu'une fois qu'on va là-dessus l'affichage public est-ce qu'on fait de manière coordonnée le plus large possible ou est-ce qu'on le fait comme ça ponctuellement parce qu'au moins une fois je viens d'une profession où on est très seul qui est avocat et j'ai pas l'habitude des organisations collectives donc c'est que je n'ai pas de savoir-faire là-dessus et du coup je pense que je n'ai pas l'habitude et je n'ai pas cette culture non plus du militantisme c'est vrai que j'étais dans aucun parti donc tout ça c'est un peu nouveau aussi pour moi mais ça me paraît des bonnes approches mais ce que j'essaie de dire c'est que je ne sais pas comment on s'y prend est-ce que ça se fait de manière coordonnée est-ce qu'on le fait au compte bout comme ça et que de toute façon chaque vue chaque ville chaque citoyen chaque commune qui peut le voir et bien c'est une victoire de toute façon moi je vois mon film un peu comme un vaccin c'est un vaccin contre la propagande c'est un vaccin européiste donc chaque personne qui pourra être vaccinée ça sera une personne de plus donc ça sera très bien et je ne sais pas effectivement c'est des approches mais est-ce qu'on doit se coordonner passer par différentes structures pour le faire je sais que moi quand j'ai fait récemment j'étais passé au colloque de République Souveraine et j'avais distribué ça ne coûtait vraiment rien du tout à faire des tracts en noir et blanc mais d'une bonne qualité avec l'affiche de mon deuxième film enfin du projet de mon deuxième film avec un QR code vers les cagnottes et on pourrait totalement imaginer effectivement parce que ça coûte pas très cher d'imprimer l'affiche du film au nom d'Europe avec un QR code vers le lien YouTube et le lien Vimeo et effectivement moi je ne sais pas si Françoise sait mieux que moi effectivement si les gens en fait sont curieux et vont voir et disent que l'affichage public marche il faudra totalement le consulter oui en fait vous tous vous avez plus l'habitude que moi de ce qui marche de ce qui ne marche pas de ce qui se fait de ce qui ne se fait pas et là effectivement il y a une synergie c'est que il y a tout ce tissu parce qu'effectivement vous n'êtes pas les seuls à m'avoir contacté mais il y a plusieurs initiatives qui sont extrêmement saines dans ce pays pour permettre aux citoyens de reprendre le contrôle et je me rends compte qu'il y a quand même tout un maillage il n'y a aucune unité mais il y a quand même des organisations et on peut effectivement je sais que je pourrais en partie m'appuyer dessus et qu'il faudra le faire le moment venu et peut-être que de toute façon puisque j'anticipe on verra comment les choses se font mais l'histoire s'accélère de toute façon donc si demain il y a un référendum sur l'austérité ou même des mouvements sociaux sur l'austérité ça sera effectivement le moment opportun pour porter le

film en fait parce que malheureusement c'est ce que je disais heureusement ça dépend du point de vue le film ne va pas vieillir en fait il sera toujours d'actualité tant qu'on sera dans ce système donc il n'est pas les vues le compteur ne va pas s'arrêter à 600 000 vues je pense parce qu'en fait il reste d'actualité donc c'est ça qui peut me rendre optimiste mais effectivement après ça pose la question de comment le diffuser plus en profondeur et effectivement toutes les solutions qui ont été proposées ici de débrouille etc me paraissent bonnes quoi

[Intervenant 2] (1:42:29 - 1:43:48)
il va falloir effectivement faire en sorte de trouver des outils de diffusion qui vont être sur le long cours et d'autres qui vont être au contraire des moments très spécifiques et très massifs je pense en tout cas moi je me souviens quand j'ai découvert ton documentaire qu'il y avait eu une diffusion relativement massive à ce moment là je le voyais beaucoup passer moi j'ai moi même fait un post avec des captures vidéos de certains passages qui me semblaient très marquants et permettant de donner vraiment envie de voir en intégralité donc je pense qu'il va y avoir des séquences comme ça et comme tu le dis il y a un maillage et qui s'étend de plus en plus c'est à dire qu'il y a de plus en plus de citoyens qui prennent conscience tout doucement au fur et à mesure que le système déconne et qu'il va falloir essayer de faire quelque chose donc c'est encore très minoritaire bien évidemment mais comme on dit petit à petit l'oiseau fait son lit et c'est un petit peu ce qu'il se passe au niveau de la citoyenneté du questionnement sur l'Europe et toutes ces choses-là donc on va essayer déjà en privé ensuite de trouver des axes pour effectivement utiliser ton outil ce que tu l'as bien précisé c'est un outil d'émancipation des citoyens face à cet ogre européen pour pouvoir justement éveiller un peu

[Intervenant 1] (1:43:48 - 1:44:12)
les consciences Juste une dernière remarque que les gens n'hésitent pas à me contacter en privé pour s'ils ont des connaissances pour effectivement faire des projections peu importe en commune en fac en école en BTS je n'en sais rien mais si les gens ont des connaissances et veulent le diffuser on en parle qu'on en parle vraiment ça peut se faire comme ça de manière très informelle

[Intervenant 2] (1:44:12 - 1:46:08)
Bien sûr il faut que chacun mais ça nous on le répète à longueur de space il faut que chacun fasse preuve d'une responsabilité individuelle en faisant les choses sans attendre que ce soit forcément fait à travers un collectif donc ça on invitera effectivement chacun à se rapprocher de toi pour leurs initiatives personnelles et puis on va essayer également de voir s'il est possible de structurer un fonctionnement un petit peu plus collectif comme je te le disais à travers les échéances à venir prochaines pour les municipales de 2026 qui nécessitent quand même de prendre conscience que c'est bien déjà de récupérer sa citoyenneté au niveau municipal mais qu'il y a différentes strates justement dans cette fameuse hiérarchie des normes et que celle qui supplante tout malheureusement aujourd'hui ce n'est plus celle qui est nationale elle est européenne et il va falloir se poser cette question et ton documentaire est justement le moyen d'en prendre pleinement conscience et donc il va falloir trouver les moyens encore une fois de favoriser la diffusion mais toi tu parles du QR code effectivement si tu peux éditer sur ton compte X un QR code qui ramène au documentaire sur YouTube après chacun peut très facilement le copier le coller sur un petit document un word que chacun fait chez soi il y a un truc qui marche très bien vous écrivez simplement flashez ce code ça va changer votre vie vous le découpez vous le mettez sur la vitre arrière de votre voiture le nombre de personnes qui voyant ça vont flasher dessus et avoir ce documentaire et commencer le documentaire et puis le documentaire est bien fait parce que dès le début il marque les choses il donne envie d'aller plus loin donc c'est des

petites astuces comme ça qu'on pourrait essayer de mettre en place d'un point de vue individuel et collectif on approche des deux heures donc on va écouter Marc et Françoise et puis après on va se rapprocher doucement du mot de la fin de Camille Marc

[Intervenant 4] (1:46:11 - 1:46:42)
il me semble que Elucide a des contacts avec LibreQG et je ne sais pas si vous êtes déjà passés dessus sur ce média et après j'avais aussi une autre question c'est est-ce que vous avez un teaser de cinq minutes du film parce qu'il y a une grosse problématique de temps disponible et les gens parfois sont rebutés par le fait que ça dure deux heures mais peut-être qu'avec un teaser on peut les accrocher dans un tweet avec juste l'extrait en question et derrière le lien vers les deux heures de formation que constituent le documentaire

[Intervenant 1] (1:46:42 - 1:49:23)
les trois heures est-ce qu'il y a un lien avec tous les autres médias ?

Non j'ai dû les contacter à plusieurs reprises je pense au quartier libre ou au QG je ne sais plus je vais peut-être les recontacter mais bon après on ne fait pas boire un homme qui n'a pas soif donc je pense qu'ils ont vu passer le truc et s'ils ne veulent pas ils ne veulent pas donc on verra bien je ne veux pas consulter l'avenir on verra bien si ça les intéresse que je vienne c'est quand même un grand plaisir mais je n'ai pas je crois que je les avais contactés c'est quasiment certain et je n'ai pas eu de retour et sur la deuxième question juste sur le teaser non je n'ai pas de teaser alors si il y en a il y a un micro teaser mais je ne sais pas s'il fait une minute et quelques sur ma chaîne YouTube il y a trois teasers que j'avais fait mais il y en a un qui est un peu plus long c'est le teaser officiel qui doit faire une minute voire 46 secondes donc on ne peut pas faire plus court peut-être qu'il n'en monte pas assez je ne sais pas je voulais en faire un plus long mais il y avait la raison pour laquelle je n'en ai pas fait un plus long c'est que j'étais et je suis toujours relativement épuisé psychiquement et physiquement avec tous les différents projets qui s'accumulent et donc c'est bête mais faire une vraie bande annonce qui donne vraiment envie c'est énormément de travail et il y a aussi ma contrainte matérielle qu'il faut que je fasse d'abord des choses qui me rémunèrent donc il y a les articles pour les lucides et qu'en fait tout ce que je fais qui m'en rapporte vous voyez il y a le documentaire sur le Conseil Constitut il y a le livre sur l'euro que je fais je ne suis pas rémunéré pour et il y a le en tout cas pas encore et il y a le et voilà faire une bande annonce c'est une belle bande annonce ça prend beaucoup de temps j'avais essayé et j'étais dis non je vais me cramer parce que j'étais quand j'ai fini le film j'étais absolument épuisé et même un an après c'est dur de s'y coller donc c'est une contrainte très bête mais très humaine et je sais que maintenant il y a des outils d'IA qui permettent de générer des bandes annonces et il va falloir que je peut-être que je regarde vers ça et effectivement ça sera un outil très puissant je ne suis pas du tout c'est une évidence qu'il me faut une bande annonce qui soit bien faite mais c'est la contrainte elle est toujours matérielle c'est-à-dire que je ne peux pas faire tout simultanément et j'essaie déjà de faire le maximum et voilà donc c'est vraiment purement matériel si j'avais plus d'argent je pourrais peut-être plus me prendre avec ce genre de choses mais c'est vraiment une contrainte purement humaine humaine quoi en fait c'est assez décevant comme réponse mais c'est ça la raison pour laquelle je n'ai pas fait de bande annonce

[Intervenant 2] (1:49:24 - 1:49:32)
mais j'ai partagé le teaser je ne sais pas si c'est le teaser 1 ou le teaser 2 dont tu parlais j'ai mis le teaser 1 là je l'ai épinglé en haut

[Intervenant 1] (1:49:33 - 1:49:48)
il faut que je regarde parce que moi-même je ne sais même plus je ne sais même plus j'ai fait

la bêtise de les appeler teaser 1 et 2 ce qui est nul comme nom parce qu'il n'y en a vraiment qu'un qui est un vrai teaser je ne vois même pas parce que j'ai peur d'ouvrir mon ordi que ça replante donc je ne vais pas le faire maintenant

[Intervenant 2] (1:49:48 - 1:50:50)
oui non mais tu sais quoi regarde ce que je vais faire c'est que je vais partager les deux et comme ça chacun pourra regarder quel est celui qui est le plus efficace à son sens pour pouvoir l'utiliser et le partager et le diffuser mais effectivement on vous incite tous à être actifs encore une fois c'est notre leitmotiv il ne faut pas compter sur le voisin pour faire ce que l'on peut faire soi-même donc c'est à nous d'être actifs de tracter pour expliquer qu'il existe un documentaire fantastique qui explique un petit peu comment s'est construite l'Europe et qu'est-ce qu'elle est aujourd'hui on peut sur ses comptes personnels diffuser le teaser diffuser également le comment ça s'appelle le documentaire dans son intégralité en plus ça renvoie directement à la chaîne de Camille ce qui permet de faire des vues et donc même si c'est assez mince d'avoir quand même des retours mais donc il faut vraiment qu'on soit tous actifs vas-y Marc je t'en prie

[Intervenant 4] (1:50:50 - 1:51:21)
oui je voulais poser une question à Camille savoir si vous saviez si vous auriez un conseil à donner sur comment un site de la Lambda peut se mobiliser et s'engager et agir donc bien sûr il y a à soutenir votre travail mais comment quelqu'un peut travailler lui-même est-ce que c'est ça que vous avez des idées de comment on peut se mettre à la tâche parce que je pense qu'il y en a qui ne demandent que ça de savoir comment agir donc là je pense qu'il y en a pas mal qui vont relayer le film parce que c'est déjà beaucoup peut-être faire des dons après est-ce qu'il y a d'autres est-ce que vous avez d'autres idées

[Intervenant 1] (1:51:21 - 1:55:23)
oui c'est une bonne question est-ce que la force enfin pourquoi la question européenne est si opaque c'est que c'est d'abord du droit et c'est du droit extrêmement pénible et moi d'ailleurs pour chaque article que je fais c'est lire des rapports imbitables pour ensuite et ensuite l'exercice c'est d'essayer de vulgariser tout ça et donc la force de l'Union Européenne c'est de tenir par une rhétorique gnang-gnang de l'Europe c'est la paix et aussi par l'ennui c'est-à-dire une inaccessibilité matérielle c'est compliqué puis c'est en anglais pour la plupart du temps donc on ne parle pas anglais mais moi comment dire je sais que j'ai cette obsession qui est de dire aux gens aux citoyens c'est pareil c'est souvent en anglais donc c'est ça le problème c'est qu'il faut aussi lire l'anglais mais c'est lire les publications du patronat je dis patronat parce que c'est vraiment littéralement des syndicats de patrons je dis de business Europe aller se connecter voir un peu leurs publications leurs position papers etc ce qu'ils demandent est très et dans 90% du temps relayé immédiatement au niveau européen et transcrit dans des directives des communications qui sont contraignantes les communications ne sont pas contraignantes mais dans les directives qui le sont et donc peut-être encore une fois c'est lire les papiers de business Europe ou des différentes fédérations patronales européennes il y en a qui sont sectorielles il y a Digital Europe c'est sur le numérique mais il y en a vraiment plein ça dépend peut-être de vos préférences je ne connais pas votre domaine de spécialité ou de secteur mais peut-être qu'en fonction de votre secteur vous aurez une appétence particulière et mettons que vous soyez dans l'industrie du plastique peut-être lire je dis n'importe quoi mais ou dans le numérique aller voir les positions des fédérations patronales européennes du plastique ou du numérique et devenir un expert de ce système pour ensuite vulgariser ces sujets-là pour les moins sachants parce que moi pareil il y a ces sujets-là qui sont très techniques je ne les maîtrise pas tous mais au niveau macro j'ai une compréhension du niveau macro et au niveau macro c'est Business Europe et lire leur position encore une fois c'est comprendre l'avenir et ce qui va nous être imposé c'est l'agenda des agendas c'est

simplifié mais c'est quand même très vrai donc moi oui le conseil que j'ai parce que c'est trop méconnu c'est s'approprier ces publications-là et après par rapport le reste malheureusement je n'ai pas envie de vous recommander d'aller lire ce que fait la Commission Européenne parce que c'est quand même souvent très long et il faut pour digérer ce jargon et comprendre tout parce que même chaque mot a un double sens en fait ils utilisent des mots qui en apparence sont inoffensifs mais qui ont un sens très très précis et ça il faut une certaine expérience et les lire mais pourquoi pas sinon c'est lire effectivement ce que la Commission Européenne propose mais moi mes sujets de prédilection c'est les questions budgétaires et les questions de production de matières je parlais de dérégulation mais oui les lire immédiatement à la source encore une fois pour moi la source des sources c'est Business Europe c'est l'EURT c'est les fédérations Digital Europe il y en a plein il y en a pour la finance il y en a pour tous les secteurs donc peut-être aller vers le domaine que vous connaissez le mieux et lisez ce que demandent les organisations patronales européennes et ça permettra de comprendre l'avenir et ensuite de le vigoriser auprès de nous en fait c'est un peu ça que j'aurais à dire et puis sinon continuer à se documenter pas que sur mon travail mais sur les questions de vulgarisation des questions européennes mais pas que de géopolitique toutes ces questions de l'IA de l'effondrement parce qu'il y a une question de ressources qui est fondamentale il ne faut pas avoir d'angle mort il y a la question européenne mais il y a la question des ressources et c'est des vrais sujets donc voilà c'est une réponse un peu confuse mais c'est une excellente question et comment se réapproprier ? Il faut lire, lire, lire et lire permet de digérer de comprendre de se faire une culture et ensuite de vulgariser auprès du voisin

[Intervenant 2] (1:55:24 - 1:56:33)
Oui, effectivement très belle question de Marc moi j'avais un complément sur cette question parce que il y a deux choses quand même dans ce que tu fais il y a premièrement relever toutes les informations toutes les archives tout récupérer tout compulser mais ensuite il faut être capable de réaliser parce que là c'est à dire que tu étais avocat et puis tu te transformes en journaliste mais également en réalisateur de films ma question elle est peut-être très bête mais qu'est-ce que tu as utilisé comme outil technique pour faire un film ?

c'est à dire que si quelqu'un là aujourd'hui a de l'information a réussi à compulser beaucoup d'informations quels conseils tu lui donnerais et quels outils tu lui conseillerais pour qu'il puisse réaliser lui aussi un petit film documentaire alors peut-être pas de 3 heures parce que là c'est quand même titanesque mais rien qu'un film documentaire sur un sujet très précis je vois qu'il y a Christophe qui est là il y en a d'autres il y a Lamis également qui sont des personnes dont je sais qu'ils ont une force de collecte d'informations très précises comment faire ?

[Intervenant 1] (1:56:34 - 2:00:20)
c'est une bonne question ça se fait pas du jour alors le meilleur outil c'est le temps c'est à dire qu'en fait j'ai pris pour le coup j'ai vraiment pris mon temps je l'ai fait sur plusieurs années le documentaire et effectivement j'avais aucune connaissance ou très peu de savoir-faire sur le montage la captation du son de l'image etc j'ai appris tout ça comme on dit sur le tas mais sur le tas dans le temps c'est à dire que j'ai séquencé j'ai fait ok bon bah aujourd'hui on va apprendre le montage on va apprendre la prise de son j'ai décomposé chaque étape de la réalisation c'est à dire de la pré-production de la production de la post-production donc il y avait rien que je savais faire et je les ai appris une par une comment principalement par Youtube par par des sites internet sur la prise de son par exemple et par exemple moi j'ai monté avec le logiciel qui est excellentissime qui s'appelle Davinci Resolve qui est gratuit et qui est utilisé par tous les pros même à Hollywood maintenant et la version payante c'est vraiment pour ceux qui sont à un très haut niveau pour des faits spéciaux ou de montage

sonore mais pour la version gratuite vous avez 99% du logiciel et gratuit donc il est excellent il n'est pas intuitif donc c'est comme tout il n'y a pas grand chose qui est intuitif quand vous faites de l'informatique et donc ça implique de lire et de se former il faut je me suis tapé il y a des manuels de formation mais en français sur le site de Davinci qui sont extrêmement bien faits et il faut les prendre un par un c'est pour ça que je dis le temps est le meilleur ami c'est à dire qu'il faut prendre son temps je n'ai pas réussi à faire tout ça du jour au lendemain ça m'a pris vraiment un temps de formation mais toutes les ressources sont en ligne elles sont gratuites et en plus maintenant il y a l'outil qui n'existait pas quand j'ai commencé le film c'est ChatGPT et ChatGPT vous pouvez lui demander c'est quoi le matériel son qu'il faut pour faire ça ça et ça et c'est génialissime il y a vraiment tout là c'est vraiment on a entre guillemets pour le coup ChatGPT va être un outil énorme de démocratisation de ce savoir-faire parce que là ça décrit étape par étape encore une fois pour la prise de son qui est une étape très délicate pour les non connaisseurs comme moi là tout est centralisé hyper didactique on a tous les réglages tous les explications comme un formateur dans notre poche donc il y a tout ce que je viens de dire plus la nouveauté qui est ChatGPT qui permet d'aller à l'essentiel de comprendre plus vite mieux donc voilà le temps et après il y a une donnée qui était personnelle qui était que c'était le seul avantage d'avoir été avocat c'est que je gagnais bien ma vie et donc j'ai pu investir dans du matériel et donc il y a j'ai acheté pour 10 000 euros environ de matériel effectivement c'était une grosse somme c'est à compter quand je dis que le film a coûté 50 000 euros il y a notamment 10 000 euros de matériel donc ça tout le monde peut peut-être pas se l'offrir mais c'était un des avantages d'avoir été avocat c'était ce matériel mais on peut on n'est pas obligé d'avoir 10 000 euros de matériel mais il y a quand même des coûts incompréhensibles qui sont avoir un bel objectif un beau micro un ou plusieurs bons micros là ça va forcément avoir au moins 3-4 000 euros à sortir mais pour faire un rendu correct mais voilà on va dire il y a du temps un peu d'argent et puis après l'apprentissage il est à la portée de absolument n'importe qui et je ne suis pas du tout le plus débrouillard donc il y a des gens qui ont beaucoup plus de facilité que moi donc en vrai c'est vrai la bonne nouvelle c'est que c'est vraiment accessible à strictement tout le monde et même et encore depuis que j'ai fait le film il y a des nouvelles caméras excellentes qui sont sorties miniaturisées et assez accessibles qui font du très bon boulot mais voilà l'IA va simplifier beaucoup de choses dans les différentes étapes pré-production production et post-production mais ça n'empêche qu'à la fin il faut quand même travailler il faut travailler et se restituer mais voilà il y a quand même des étapes qui vont permettre qui vont gagner du temps même pour la recherche documentaire c'est quand même très utile les outils de l'IA qui existent il faut fact-checker à chaque fois mais quand même on gagne du temps

[Intervenant 2] (2:00:21 - 2:00:25)
Merci Camille pour la réponse on a Marc pour une dernière question peut-être

[Intervenant 4] (2:00:28 - 2:00:56)
Merci c'est marrant parce que je viens de commencer Davinci Resolve je me suis exactement sur cette piste et effectivement je me sers aussi de chat GPT pour comprendre certains trucs mais je me dis quand même que si on fait chacun ça dans son coin on perd quand même beaucoup de fois le temps est-ce qu'il n'y aurait pas lieu de mutualiser certains moyens parce que là du coup vous avez du matériel maintenant et de la connaissance est-ce que vous ne pouvez pas du coup faire un espèce de pôle et en tirer une partie de revenus

[Intervenant 1] (2:00:56 - 2:01:29)
Ah si totalement totalement moi je ne l'ai pas fait mais pareil c'est pour des raisons mais purement de temps et de matériel c'est que oui en plus j'ai une activité d'entrepreneur de location de matériel et je n'ai jamais mis en location mon matériel qui reste gisant et dormant mais effectivement s'il y a des gens qui veulent m'emprunter mon matériel il n'y a aucun

problème il faut m'écrire et puis on discutera en théorie c'est une très bonne idée voilà donc oui la réponse est oui

[Intervenant 2] (2:01:30 - 2:04:00)
Bon il va falloir essayer d'organiser effectivement ces systèmes collaboratifs qui permettent d'accentuer encore les possibilités d'intelligence collective T'as une autre question peut-être Marc ou sinon si c'est bon de ton côté on va laisser le mot de la fin à Camille juste après que j'ai reprécisé les programmations à venir Marc c'est bon pour toi ?

C'est bon pour moi Bon alors dans ce cas-là avant de laisser le mot de la fin à Camille je vais rappeler que nous avons donc un Space jeudi oui c'est bien ça je reprends le planning c'est bien ça jeudi à 21h nous avons Valérie Ferrier pour la deuxième émission sur le comité d'enquête citoyenne sur la sédation euthanasie suicide assisté pas très gai mais fortement d'actualité la part d'ombre des protocoles laitaux les fausses promesses des morts douces ensuite nous aurons le 30 juin qui sera lundi de la semaine prochaine Philippe Grégoire le projet alimentaire territoriaux ensuite nous avons donc sur juillet prévu l'AMDF l'association des mairies démocrates de France le mardi 8 juillet avec Louis-Marie Blanchard coalition démocratique.org les états généraux de la démocratie le 15 juillet donc ce sera un mardi on aura Chloé Framerie pour la démocratie au coeur et un dernier Space le 24 juillet sera un jeudi ce sera non celui-ci non non excusez-moi ah si si c'est bien ça ce sera encore Valérie Ferrier pour la version seconde encore de la deuxième émission sur la comité d'enquête citoyenne là ce sera mineurs, handicap déficients intellectuels, dépressifs donc toujours sur le même thème pression économique la pente très glissante des dérives à craindre donc du coup on va avoir quand même encore quelques Space suivez bien entendu les programmations sur le compte et sur notre site merci Marc pour ton coaching merci aux intervenants et aux auditeurs bien entendu merci Camille pour le temps que tu nous as consacré et bien entendu surtout pour tout le travail que tu as réalisé on va te laisser le mot de la fin pour couturer ce Space

[Intervenant 1] (2:04:01 - 2:05:32)
je voulais vous remercier pour ce Space pour votre initiative citoyenne je pense que c'est vraiment la bonne direction tu disais tout à l'heure que ça dépend comment il y en a qui l'appellent l'intelligence collective on l'appelle comme on veut mais tous ces initiatives par le bas sont absolument nécessaires et je trouve ça très très bien et effectivement qu'on ne peut compter que sur nous actuellement ce ne sera pas ni par les médias ni par les partis politiques en tout cas à l'actuel et qu'il faut se prémunir de la désinformation on va dire d'État c'est à nous d'aller chercher l'information sur différentes sources des fois d'aller aux sources directement c'est ce que je disais tout à l'heure pour la question de Marc aller directement sur le site de la commission européenne aller faire et puis encore une fois les outils d'intelligence je crois HGPT et autres peuvent être utiles à ces fins là en fait ça sera à nous les fact checkers les vrais pour le coup et comment dire il y a chacun de cultiver peut-être un petit champ d'expertise pour éduquer son voisin en fonction de son métier de ses aspirations personnelles et qu'il faut s'éduquer en permanence et éduquer son voisin et qu'on ne sortira que comme ça selon moi et je suis désolé c'est pas très inspiré et c'est un peu de la redite mais je ne vois que ça à dire à ce stade

[Intervenant 2] (2:05:33 - 2:05:46)
merci beaucoup Camille en tout cas pour le temps que tu nous as consacré pour tout ton travail on va bien sûr te suivre pour ton prochain documentaire tu sais à peu près vers quand il va sortir ce prochain documentaire

[Intervenant 1] (2:05:46 - 2:05:57)

je vise à la fin de l'année mais le nombre de fois où je me suis trompé sur la sortie de Home Europe je devrais m'abstenir de te dire quoi que ce soit mais on vise la fin de l'année

[Intervenant 2] (2:05:57 - 2:06:29)
en tout cas on va demander à tout le monde de te suivre pour la trahison des sages donc qui sera un documentaire sur si j'ai bien compris le conseil constitutionnel qui devrait arriver on va dire d'ici quelques mois on va dire comme ça et puis donc on restera en contact pour essayer d'activer les synergies possibles en privé pour te favoriser autant que possible toute action en attendant de diffuser ton travail merci encore Camille merci à tous et à très bientôt

[Intervenant 1] (2:06:29 - 2:06:31)
à bientôt, merci beaucoup

[Intervenant 2] (2:06:31 - 2:06:32)
bonne soirée à tous, au revoir